



Sous la direction de Daniel Stoecklin

Système informel de justice tének : obstacle ou appui pour l'exercice des droits de l'enfant ?

MÉMOIRE – Orientation recherche

Présenté à
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Lya HUERTA ROSAS CASTRO

de

Ciudad Valles, San Luis Potosí, Mexique

Mémoire No. DE2014/MIDE12-13/14

SION

Mai 2014

Cette recherche a été réalisée avec le soutien d'une bourse du Conseil national mexicain pour la science et la technologie (CONACYT), le Ministère de l'éducation publique du Mexique (SEP) et le Gouvernement mexicain.

Résumé

L'objectif de la recherche était d'étudier la situation que vivent les enfants dans les systèmes de justice informels, son rapport avec les standards internationaux des droits de l'enfant et le rôle joué par les représentations sociales de l'enfance. Une communauté autochtone tének a été étudiée par le biais d'une enquête sur le terrain qui a inclus la réalisation d'entretiens avec de nombreux acteurs, y compris des autorités autochtones et des enfants. Ceci a été renforcé par une revue de la littérature scientifique. La recherche a été basée sur une approche interdisciplinaire des droits de l'enfant et d'accès à la justice. Les résultats ont révélé que dans le cadre de l'administration de la justice, les autorités autochtones se basent sur leurs traditions et leur conscience. Le bien-être collectif, qui fixe les normes et les méthodes de solution de conflits, laisse au second plan les droits individuels des enfants. De même, confrontées à des nouveaux problèmes qui rendent plus difficile l'accomplissement de leurs devoirs, les autorités indigènes se sentent incompetentes pour maintenir l'ordre communautaire. De ce fait, elles demandent l'aide du système formel, mais celui-ci se désengage. Cette situation qui comprend des faiblesses dans les deux systèmes, laisse l'enfant exposé à la violation de ses droits.

Liste des abréviations

CDE	→	Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant
CDI	→	Commission nationale mexicaine pour le développement des peuples autochtones
CLEP	→	Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit
CONACULTA	→	Conseil national mexicain pour la culture et les arts
IBCR	→	Bureau international des droits des enfants
INEGI	→	Institut national de statistique, géographie et informatique
LAJI	→	Loi du 1er juin 2006 sur l'administration de justice indigène et communautaire de l'Etat de San Luis Potosí
ONU	→	Organisation des Nations Unies
PNUD	→	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	→	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	→	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Table de matières

Résumé.....	2
Liste des abréviations	3
1. Introduction	5
2. Problématique	7
3. Question de recherche	13
4. Méthodologie	14
5. Cadre juridique et historique.....	21
5.1. Niveau international	21
5.2. Niveau national.....	22
5.3. Niveau étatique.....	23
6. Le peuple tének.....	26
6.1. Le système politique, le droit coutumier et l'organisation sociale	26
6.2. La communauté de Tamaletom	28
6.2.1. Le système de charges à Tamaletom	30
7. Présentation et analyse des données récoltées	34
7.1. Les représentations sociales de l'enfance, la question d'âge et le statut de l'enfant.....	34
7.2. Les enfants dans le système de justice autochtone à Tamaletom	42
7.2.1. Les règles générales de comportement.....	42
7.2.2. La définition des droits et des obligations.....	44
7.2.3. La prévention et solution de conflits internes.....	44
7.2.3.1. Le droit d'être traité avec dignité et compassion	47
7.2.3.2. Le droit de d'être protégé contre la discrimination et le droit à participer	47
7.2.3.3. Le droit d'être informé	48
7.2.3.4. Le droit d'être entendu et d'exprimer ses opinions	48
7.2.3.5. Le droit à la vie privée	49
7.2.3.6. Le droit à la sécurité.....	49
7.2.3.7. Le droit à la réparation	50
7.2.4. La typification et application des sanctions	50
7.3. Les pratiques coutumières et les droits de l'enfant.....	51
7.4. L'efficacité du système de justice informel	56
8. Discussion	60
9. Conclusion	63
Références.....	66
Annexes.....	72
Annexe 1 : Localités avec des habitants parlant des langues autochtones au Mexique	72
Annexe 2 : Système de charges à Tamaletom – Organigramme	73

1. Introduction

En 2008, la Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit (CLEP) avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estimaient à quatre milliards le nombre d'individus dans le monde qui vivent exclus de l'État de droit. Ainsi, la majorité de la population mondiale reste exposée aux violations de ses droits (Clarke, 2011). Cependant, des normes et des formes d'administration de la justice subsistent dans la majorité des communautés autochtones, différentes de celles qui sont prévues dans le cadre juridique formel (Kraemer Bayer, 2006). Celles-ci sont connues sous différents noms, comme des systèmes de justice informels, des systèmes de justice coutumière, ou de justice indigène ou autochtone, parmi d'autres termes. Comme mentionné par Hernández (2001), « le droit indigène est la colonne vertébrale sur laquelle se repose le développement des mécanismes de coexistence sociale dans les sociétés autochtones, et de nombreuses instances tournent autour de lui. La structure est constituée par des autorités autochtones, des institutions et par le peuple » (traduction libre, p. 153).

Il existe de nombreuses raisons qui expliquent l'utilisation des systèmes de justice informels, notamment la distance géographique, le coût d'accès au système formel, la méfiance, le fait de le percevoir comme corrompu, l'intimidation, la peur qu'il soit discriminatoire, le manque de compréhension (langage, procédures légales) du système formel, le fait que les procédures sont plus simples dans le système informel, le fait que ce dernier privilégie souvent les sanctions basées sur la réconciliation et la réintégration, les croyances et les pratiques culturelles, religieuses ou coutumières (PNUD, UNICEF et ONU Femmes, 2012, voir aussi Wojkowska, 2006). Nonobstant, peu importe la raison de l'utilisation des systèmes de justice informels, le fait est que des milliards de cas (tant civils que criminels) dans lesquels il y a des enfants impliqués sont traités par ce type de système.

Même si, dans les dernières années, la littérature qui étudie les systèmes de justice informels a augmenté, la situation dans laquelle vivent les enfants au sein de ce type de système a été pauvrement abordée. De ce fait, nous avons décidé d'approfondir le thème de la justice informelle sur la base d'une perspective interdisciplinaire des droits de l'enfant.

Ce mémoire a pour but de comprendre la manière dont le système informel traite les enfants et quel est le rôle joué par les représentations sociales de l'enfance

de la communauté dans ce traitement. Le projet cherche aussi à étudier comment ce traitement influence l'exercice des droits de l'enfant stipulés dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989, ci-après CDE.

On trouve dans le monde entier de nombreux systèmes de justice informels. Notre recherche se concentre sur l'étude du système de justice autochtone ténék de la communauté de Tamaletom, à San Luis Potosí au Mexique. Un examen des différents éléments liés aux trois concepts de base du système social : la structure sociale, la personnalité sociale et la culture (Stoecklin, 2012), a été nécessaire pour la réalisation de cette recherche. Plutôt que faire une étude approfondie sur l'application des droits de l'enfant, le travail fait une exploration de la situation vécue par les enfants de Tamaletom. La revue de la littérature scientifique a été complétée par une étude sur le terrain qui a compris 32 entretiens du type semi-directif. Différents acteurs ont participé à ces entretiens, autant des membres de la communauté, comme les autorités autochtones et les enfants, que des acteurs externes.

Les premiers chapitres (2, 3 et 4) sont consacrés à expliquer la problématique, la question de recherche et la méthodologie. Le chapitre qui suit (5) expose le cadre juridique et historique international, national et étatique de la protection des droits des autochtones, où l'accent est mis sur le droit des communautés d'avoir leur propre système normatif. Puis, le chapitre 6 vise à introduire le lecteur au peuple ténék, à son organisation sociale, à son système politique et à son droit coutumier. Le chapitre 7 met en jeu de nombreuses analyses qui examinent la représentation sociale de l'enfance de la communauté en question, le statut de l'enfant dans la communauté (droits et obligations) et le rapport entre l'enfant et le système indigène de justice. Le chapitre 7 décrit également certaines pratiques coutumières, analyse leur rapport avec les droits de la CDE, et fait une analyse des forces et des faiblesses du système informel de justice dans une perspective d'accès à la justice et droits de l'homme. Ensuite, le chapitre 8 est le résultat d'une réflexion sur les analyses évoquées ci-dessus. Finalement, le chapitre 9 est constitué des conclusions de la recherche.

2. Problématique

Le terme « système de justice informel » est utilisé pour faire la distinction entre les systèmes de justice qui sont administrés par l'Etat (systèmes de justice formels) et ceux qui ne sont pas gérés par ce dernier (systèmes de justice informel). Wojkowska (2006) distingue de nombreux facteurs qui caractérisent ces types de systèmes. Il n'existe pas de distinction entre les cas civils et pénaux, il y a un niveau élevé de participation, l'exécution des décisions est assurée par la pression sociale, les règles et les procédures sont flexibles, les décisions sont basées sur un processus de consultation, et mettent l'accent sur les intérêts collectifs, l'harmonie au sein de la communauté, ainsi que sur la réconciliation et la restauration de la paix sociale ; parmi d'autres.

Lorsqu'on parle de la justice, il existe dans la littérature une non-concordance au moment d'utiliser les termes « traditionnelle », « coutumière » et « autochtone ». Certains auteurs les utilisent comme des termes synonymes à la notion de système de justice informel, alors que d'autres les considèrent comme étant différents types de ces systèmes. Ce travail suit la première idée et traite les termes ci-dessus mentionnés comme des termes équivalents du système de justice informel.

Il n'existe que très peu de recherche sur la situation que vivent les enfants dans les systèmes informels de justice. En outre, la maigre documentation existante s'intéresse surtout aux sujets dérivés de la justice juvénile criminelle, tels que la délinquance des mineurs, la représentation dans les procédures ou la protection contre les punitions corporelles. Cependant, la situation des enfants dans les systèmes informels de justice va plus loin. Elle ne concerne pas uniquement les aspects légaux qui traitent les situations des enfants en conflit avec la loi, mais aussi les aspects sociaux tels que les représentations sociales de l'enfance, la place de l'enfant dans sa communauté (responsabilités et droits), les disputes familiales, les mariages forcés, les conflits sociaux, la garde des enfants, l'héritage et la sorcellerie, pour citer quelques exemples (PNUD, et al., 2012).

La justice autochtone, qui doit ses origines aux usages et coutumes renforce la démocratie, protège les droits humains et génère la paix dans les communautés, sous réserve qu'elle soit insérée dans une société organisée par un système constitutionnel de protection des droits (Umprimny Yepes, 2001).

Au Mexique, un tel type de justice existe. Pendant la période préhispanique, la civilisation méso-américaine s'est développée sur l'actuel territoire mexicain. Avant la colonisation, plusieurs cultures ont existé et ont donné naissance à cette civilisation. Au cours de l'histoire, lesdites cultures sont passées par un processus civilisateur unique et ont subi de nombreuses transformations. Néanmoins, elles ont subsisté et démontré des caractéristiques spécifiques qui ne se réduisent pas seulement à des traits culturels isolés, mais selon Bonfil Batalla (1990), à un :

...plan de vie qui octroie transcendance et un sens aux actes de l'homme, qui le place d'une certaine manière en relation avec la nature et l'univers, qui donne cohérence à ses propos et à ses valeurs, qui lui permet de changer sans relâche selon les aléas de l'histoire sans dénaturer le sens profond de sa civilisation, mais en la rendant actuelle (traduction libre, p. 32).

En d'autres termes, un grand nombre de peuples et de communautés font partie du Mexique et se distinguent du reste de la société mexicaine, par une différence au niveau de la langue, de la religion et/ou des traditions, mais aussi par leurs manières d'organiser la vie et de comprendre le monde, qui trouvent leur origine dans la période précoloniale. Ces peuples et ces communautés sont connus comme autochtones ou indigènes. Selon Jiménez Ottalengo (2000), le communautarisme qui se vit dans lesdits peuples, est basé sur trois valeurs fondamentales : une autorité rotative (la base de l'organisation communale), la solidarité et l'entraide.

D'autre part, suite à la colonisation, il s'est développé une croyance qui a prévalu pendant des milliers d'années : l'idée que le retard, la pré-modernité et l'isolation sont des caractéristiques propres aux peuples autochtones. Raisons pour lesquelles, ces peuples ont été et restent encore discriminés. Nonobstant, lors des dernières décennies, le monde a été témoin d'une évolution de cette pensée, et une telle idée est aujourd'hui de plus en plus reconnue comme erronée.

Les peuples autochtones, qui ont été fortement discriminés au cours de l'histoire, sont actuellement mieux protégés, notamment par l'aide sociale, qui leur permet un meilleur accès à la santé et à l'éducation. Auroux (2002, cité par Alvarado Solís, 2010) reconnaît deux formes de discrimination, la positive et la négative. La première vient après une discrimination négative. Elle peut être comprise comme une compensation qui cherche à restaurer l'égalité. C'est dans ce contexte de passage d'une discrimination négative à une positive qu'ont lieu les

discussions concernant la situation des indigènes, y compris concernant les systèmes normatifs autochtones.

Désormais, on admet la flexibilité de ces peuples, qui s'adaptent à la réalité contemporaine sans perdre pour autant le sens essentiel et profond de la civilisation mésoaméricaine. Les peuples autochtones ont adapté leur religion et leurs croyances, mais ont également octroyé un dynamisme à leurs normes et à leurs comportements. C'est ainsi que, de nos jours, le dynamisme est encore identifié comme étant une des caractéristiques des systèmes normatifs autochtones qui, loin d'être statiques, montrent une constante évolution à travers l'histoire (Bello López, 2011).

Dans le cadre de la lutte contre la discrimination des peuples indigènes, de leur protection et de la reconnaissance de leur autonomie et de leur dynamisme, la Constitution Fédérale Mexicaine a octroyé, en 2001, le droit aux peuples autochtones d'appliquer leurs propres systèmes normatifs (Adonon, 2008). Cependant, ce système de justice informel n'est pas un mécanisme viable dans tous les contextes. Tant bien qu'il puisse engendrer des injustices et défavoriser un groupe de la communauté, souvent les femmes ou les enfants (PNUD et al., 2012). Ce désavantage peut reposer sur la représentation sociale que partage la communauté du groupe en question. Par conséquent, il convient d'analyser les représentations sociales qui se forment autour des groupes défavorisés.

Les représentations sociales jouent un rôle essentiel dans les interactions individuelles. Elles sont considérées comme une construction de pensée sociale, une forme de connaissance partagée et servent à orienter les comportements ainsi qu'à assurer la communication entre individus (Roussiau et Bonardi, 2001). C'est ainsi que les représentations sociales ont le rôle « d'instaurer un ordre qui donne aux individus la possibilité de s'orienter dans l'environnement social »... et assurent « la communication entre les membres d'une communauté en leur proposant un code pour les échanges et un code pour nommer et classer de manière univoque les parties de leur monde » (Moscovici, 1961, p. 11 cité par Roussiau et Bonardi, p. 17).

Autrement dit, les représentations sociales sont formées suite à une sélection d'informations considérées comme pertinentes par rapport au système des valeurs de l'individu. Celles-ci permettent d'accorder un sens aux objets sociaux qu'ils côtoient et aux pratiques qui en découlent. Elles constituent également la forme de notre rapport à la réalité (Trinquier, 2001). C'est ainsi que les représentations sociales

dictent une manière d'agir, et se matérialisent en tant que règles morales, sociales et juridiques (Das, 2011).

Par rapport à l'enfance, de nombreuses représentations se sont constituées au cours de l'histoire. Dans l'antiquité, l'enfant était soumis à la loi du père (Synders, 1980, cité par Trinquier, 2001), ses spécificités psychiques n'étaient pas prises en compte et était considéré comme un être minimisé. Selon Aries (1973, cité par Trinquier, 2001) c'est à partir du XV^{ème} siècle que la faiblesse de l'enfant a commencé à être reconnue à travers la différenciation des âges.

De nos jours, les représentations de l'enfance dans le monde occidental sont fortement influencées par les croyances des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles (Musset, 2011). Musset affirme qu'il existe deux images principales. D'un côté, celle de John Locke qui considère que « les enfants sont des voyageurs qui viennent d'arriver dans un pays étranger dont ils ne savent rien : leur altérité radicale vient de leur manque de savoirs comme de sens moral. Ils ont tout à apprendre des adultes » (p. 2). D'un autre côté, la conception de Jean-Jacques Rousseau qui prend l'enfant comme un être inachevé mais avec une capacité de réflexion et de vouloir.

Comme l'explique Musset, « l'enfance a été institutionnalisée, et l'exigence de régulation et de standardisation va de pair avec l'instauration de canons normatifs » (p. 3). De cette manière, l'image idéale de l'enfance qui prédomine dans une société constitue un des facteurs déterminants au moment d'établir les règles générales de comportement.

Selon le concept de Valdivia Dounce (1997), la coutume juridique, appelée aussi « droit coutumier » par les juristes ou « normativité juridique » par les anthropologues, fait référence aux normes, us et coutumes, habitudes admises et pratiquées par un groupe social ayant force de loi. Stavenhaven (1990) définit le droit coutumier en tant qu' « ensemble de normes légales de type traditionnel, non écrites ni codifiées » (traduction libre, p. 29). Selon Valdivia Dounce, les normes juridiques sont des règles obligatoires de comportement qui confèrent des droits et stipulent les devoirs. Dans les sociétés indigènes mexicaines, ces règles « sont inscrites dans la mémoire collective » et peuvent être « compatibles, opposées, différentes ou complémentaires avec la loi mexicaine » (traduction libre, p. 11).

Afin de comprendre le droit coutumier indigène, il est nécessaire de l'étudier selon une approche interdisciplinaire qui inclut les dimensions juridiques, épistémologiques et anthropologiques. En effet, comme il est affirmé par Bello López

(2011), la coutume juridique est aussi une « source et expression du droit, qui contient des savoirs, valeurs et normes non écrites cherchant à réguler le comportement de l'individu en société » (traduction libre, p. 50).

Bello López considère les coutumes qui dictent le droit indigène comme un « mélange avec la loi et une stratégie des peuples indigènes pour se mettre en rapport avec l'Etat-nation » (traduction libre, p. 57). D'un autre côté, Stavenhagen (1990) considère que la coutume juridique fonctionne comme une interaction entre deux systèmes. De plus, comme une manière d'appliquer le droit aux circonstances et au temps, et par là même, il serait impensable de codifier le droit coutumier autochtone. Ce type de droit millénaire est basé depuis ses origines sur l'écoute et l'obéissance à la parole, moyen par lequel les principes et normes (religieux, politiques et sociaux) en vigueur sont transmis. Cependant, selon l'auteur, il est erroné d'affirmer que le droit autochtone est un ensemble de normes ancestrales, puisque la situation historique changeante de ces peuples montre les transformations au sein de ce type de droit.

Selon González Galván (1994) le droit coutumier autochtone mexicain est un système juridique, car il fait référence à une conception de l'ordre communautaire. L'auteur affirme que ce système, qui découle de la culture des peuples originaires et qui a été reproduit oralement, est extrêmement complexe. La complexité du droit indigène résulte de la diversité des peuples tout au long de la République Mexicaine, ainsi que de sa flexibilité et son dynamisme, expliqué plus haut.

La pluralité linguistique de ces peuples, comprend au moins 68 langues différentes (Consejo Nacional para la cultura y las artes [CONACULTA], 2010), ce qui montre les variétés culturelles de chaque peuple. Les seules constantes sont les trois valeurs fondamentales ci-dessus mentionnées (l'entraide, la solidarité et l'autorité rotative) (Jiménez Ottalengo, 2000).

La spécificité de chaque peuple (voir communauté) autochtone au Mexique, conduit à une diversité de ses formes de gouvernement. En d'autres mots, chaque communauté détient son propre système normatif qui cherche à établir et/ou à restaurer l'ordre au sein de celle-ci. Dans ce but, des postes sont assignés, et c'est au travers de ces fonctions que le pouvoir est reconnu et légitimé (Alvarado Solís, 2010). L'idée précédente est partagée par González Galván (1997), qui considère qu'une des caractéristiques du droit indigène s'exprime dans « l'organisation politique-

juridique-religieuse » (traduction libre, p. 53) et que le « système de charges » figure dans l'organisation des cultures et peuples autochtones.

Le système de charges, qui reçoit son nom par la littérature anthropologique, est une institution composée d'une hiérarchie de commissions établies qui comprennent l'administration publique, politique et religieuse de la vie communautaire. (Chance et Taylor, 1985, cités par Castro Domingo, 1996). À travers ce modèle, qui constitue l'axe de la structure et de l'organisation sociale dans les communautés indigènes, il est possible d'étudier les relations intracommunautaires (Castro Domingo, 1996). L'organisation communale est donc un réseau des relations basé sur un système de charges qui permet à chaque communauté de conserver les traits culturels qui la distinguent des autres communautés (Jiménez Ottalengo, 2000).

Dans les communautés autochtones, les autorités qui composent cette structure administrent une justice inspirée par leurs représentations sociales. Par conséquent, sur des sujets impliquant les mineurs, cette représentation privilégie ou limite l'exercice des droits de l'enfant.

De cette façon, dans l'étude du rapport entre l'enfant et les systèmes informels de justice, il est nécessaire de connaître les représentations sociales de l'enfance de la communauté en question. Il est donc pertinent d'étudier la manière dont ces images de l'enfance dans les communautés indigènes mexicaines affectent-elles la façon dont le système de justice autochtone traite les enfants. Une telle étude permettra aussi d'identifier comment ce traitement peut heurter l'implémentation des standards des droits de l'enfant, tel que la CDE.

En raison de la grande diversité culturelle et juridique existante au Mexique, il a été nécessaire de limiter la portée de cette investigation à l'étude d'une seule communauté indigène. C'est ainsi que cette recherche s'intéressera au peuple autochtone tének, dans l'Etat de San Luis Potosí au Mexique. Pour ce faire, elle aura pour objet d'étude la situation des enfants de la communauté de Tamaletom.

3. Question de recherche

Ayant expliqué la problématique et marqué les limites de la portée de notre investigation, la question de recherche se formule de la façon suivante :

De quelle manière les représentations sociales de l'enfance du peuple tének figurent-elles dans le système de justice autochtone de Tamaletom et quel rapport ont-elles avec l'implémentation des standards internationaux des droits de l'enfant ?

4. Méthodologie

San Luis Potosí est considéré comme un des états du Mexique les plus développés en matière indigène. En outre, le peuple tének fait partie des peuples autochtones les plus représentés dans cet état. La communauté de Tamaletom a été retenue à des fins pratiques du fait qu'il s'agit de la communauté tének la plus proche de la Comisión Nacional para el desarrollo de los pueblos indígenas (Commission nationale pour le développement des peuples autochtones) de l'état, ci-après CDI, qui constitue une des majeures sources d'informations pour cette recherche, mais également compte tenu de l'accessibilité à cette communauté, facteur qui sera précisé plus loin dans cette section.

Comme expliqué précédemment, notre projet vise dans un premier temps à identifier l'image de l'enfant à Tamaletom, ainsi qu'à étudier la manière dont cette représentation (voir plusieurs) se traduit dans son système de justice coutumière et influence la façon dont l'enfant autochtone est traité dans sa communauté. Dans un deuxième temps, le travail cherche à analyser si ce traitement entrave ou contribue à l'implémentation des standards internationaux des droits de l'enfant, telle que la CDE. Pour ce faire, il n'est pas possible d'explorer la situation de l'enfant tének si une seule discipline est évoquée. Décrire « la situation » de l'enfant requiert l'étude de la réalité de manière globale. Dans cette optique, la présente étude a recouru à l'approche interdisciplinaire depuis le début jusqu'à sa fin (depuis la conception de la problématique et pendant la récolte d'informations et l'analyse des résultats), en s'appuyant sur l'interaction des diverses disciplines, à titre d'exemple :

- L'anthropologie (qui a mis en jeu les faits sociaux et les institutions, le système de charges et les aspects culturels qui font vivre le peuple tének)
- La sociologie (qui s'est intéressée à des sujets tels que la communauté, l'esprit communautaire dans les sociétés autochtones, les représentations sociales de l'enfance, la discrimination, la place qu'occupe l'enfant dans son environnement)
- Les sciences juridiques (qui ont conduit à construire le cadre juridique dans lequel se développe la justice autochtone à Tamaletom. Un rapprochement aux outils juridiques internationaux comme locaux axés sur le renforcement de protection des droits autochtones ont mené à

comprendre l'évolution de lois en matière indigène, ainsi que la protection des droits de l'enfant)

- La psychologie (qui a étudié les types de relations entre les parents et les enfants)
- L'histoire (qui a aidé à connaître les changements dans le temps qui ont accompagné les actions des hommes et mis en évidence les faits qui ont conduit à construire la réalité vécue actuellement à Tamaletom)
- Les sciences politiques (qui ont permis d'étudier le rapport entre l'Etat du Mexique et les peuples autochtones)

L'approche interdisciplinaire est démontrée non seulement parce que ces disciplines ont été mises à contribution, mais parce qu'elles ont étudié le même objet, s'appuyant les unes sur les autres en vue d'achever l'analyse globale (van Dusseldorp, 1992, cité par Kapila et Moher, 1995) de la situation de l'enfant tének au sein de la justice informelle.

Les sources d'information ont inclus des ouvrages, des articles scientifiques, des instruments juridiques, des rapports, des articles de presse ainsi que des informations provenant de sites Internet. Cependant, les données scientifiques concernant le peuple autochtone tének et la communauté de Tamaletom ne sont pas abondantes, de la même manière que la littérature spécialisée sur le rapport entre les enfants et les systèmes de justice informels est insuffisante. De ce fait, une étude sur le terrain a été un élément déterminant pour la réalisation de cette recherche.

A travers l'observation et 32 entretiens (des discussions informelles incluses) de type semi-directif, dans le cadre d'un séjour à Tamaletom, il a été possible de clarifier les questions ci-dessus mentionnées. La réalisation de ces démarches a requis la participation des acteurs suivants :

- La Secrétaire d'Action autochtone de l'Etat

Un des défis les plus importants au moment d'étudier un peuple autochtone est la barrière que les membres des communautés construisent face à tout ce qui est externe à cette dernière. Créer un premier contact, obtenir le consentement pour avoir accès aux communautés autochtones et rencontrer leurs membres n'est pas toujours garanti. Dans ce sens, il a fallu se rapprocher d'abord d'une personne

externe à la communauté, mais qui, en même temps, a un lien de collaboration et de confiance avec eux. Une des personnes les plus influentes à ce niveau est la Secretaria del Partido Revolucionario Institucional de acción indígena del Estado (Secrétaire d'action autochtone de l'Etat), qui a été le point de contact pour accéder à la communauté autochtone. C'est grâce à elle qu'il a été possible de rencontrer le Directeur de la CDI et le Commissariat de la communauté de Tamaletom (leurs fonctions sont décrites ci-dessous). Elle n'a pas seulement représenté un moyen de contact, mais elle a été aussi une importante source d'information pour la réalisation de cette étude du fait qu'elle possède une large expérience en matière indigène à San Luis Potosí.

- Autorités et anciennes autorités de la communauté de Tamaletom : Commissariat, Délégués, Juges auxiliaires

Comme expliqué au début de ce travail, le système de charges représente la structure des communautés autochtones. Cependant, des auteurs comme Lynn et Dow (1990, cités par Dietz, 2000) considèrent que les charges politico-administratives ont disparu du système de charges dans certaines communautés au profit des charges civique-religieuses, le système devenant ainsi uniquement un « système de fêtes ». Boege (1988, cité par Dietz) explique une telle mutation comme étant une conséquence de l'intervention croissante de l'Etat-nation. Celui-ci introduit de nouvelles institutions et des structures politiques et administratives au sein des communautés à des fins de contrôle. Néanmoins, ce travail n'a jamais cherché à étudier en détail le rôle de l'Etat dans le système de charges à Tamaletom, ni à s'intéresser à la question religieuse. Il s'est intéressé au système de charges dans le seul but d'identifier les autorités les plus importantes et influentes de cette communauté, pour ainsi analyser le rapport entre leurs représentations sociales de l'enfance et l'application des standards internationaux de droit de l'enfant. L'importance de l'identification de ces autorités réside dans le fait qu'elles représentent la structure politique et la base de l'organisation sociale, et qu'en conséquence, leur image idéale de l'enfance joue un grand rôle dans l'exercice des droits de l'enfant et la définition des responsabilités et des attentes des enfants.

La Secrétaire d'Action autochtone de l'Etat a permis de faciliter le contact avec le Commissariat de la Communauté. Une première rencontre avec ce dernier

a servi à expliquer les objectifs de la recherche afin d'obtenir son accord pour organiser des rencontres avec le reste des autorités et d'établir l'organisation et les attentes de ces réunions. Ultérieurement, le Commissariat et les autres autorités ont donné leur accord pour pouvoir aller à la rencontre des membres de la communauté. La participation du Commissariat a été fondamentale, dans un premier lieu pour être acceptée par la communauté et poursuivre les objectifs de l'investigation. Ensuite, le fait qu'il soit parfaitement bilingue espagnol-tének, a permis de communiquer avec les autorités qui ne parlent pas l'espagnol.

- Membres de la communauté de Tamaletom (adultes et enfants)

Les discussions avec les membres de la communauté ont été entamées le plus naturellement possible (conversations « informelles ») afin de réduire les possibles tensions dérivées des différences ethniques, linguistiques, sociales, ou de la différence d'âge, dans le cas des enfants interrogés. Cependant, malgré la « nature informelle » de ces discussions, celles-ci ont suivi les principes d'éthique de la recherche: les buts de l'étude ont été expliqués avant de poser des questions et seulement les personnes qui ont accepté de participer l'ont fait. De plus, les personnes ont été informées de l'anonymat de leur participation et du fait que les données récoltées n'allaient pas être utilisées afin de décrire leur vie en particulier, mais pour retracer la vie typique des enfants dans la communauté (Morrow, 2009). De cette manière, leurs récits ont aidé à connaître la manière dont les enfants sont considérés par la communauté et la façon dont ils jouissent de leurs droits. La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989, a servi comme guide pour sonder l'état de l'exercice des droits selon les standards internationaux. La population de Tamaletom a été interrogée à ce sujet afin de savoir quels sont les droits et les responsabilités des enfants au sein de la communauté, ainsi que ceux qui sont transgressés ou au contraire, ceux qui bénéficient d'une garantie particulière.

- Personnel de la CDI de Tancanhuitz de Santos: Directeur de la CDI, Responsable du domaine juridique de la CDI

Comme mentionné sur son site Internet www.cdi.gob.mx, la CDI est une instance de consultation en matière autochtone pour l'Administration Publique Fédérale, d'évaluation des programmes et des actions du gouvernement, et de formation des fonctionnaires du service public fédéral, étatique et municipal pour améliorer l'attention portée à la population autochtone.

La CDI de San Luis Potosí se trouve à Tancanhuitz de Santos, municipalité à laquelle appartient la localité de Tamaletom. Pour l'accomplissement de cette investigation, le Directeur de la CDI de Tancanhuitz de Santos a mis à notre disposition une place de travail au sein des installations de la CDI avec libre accès à son centre de documentation. Les échanges formels et informels avec le Directeur de la CDI de Tancanhuitz et avec le Responsable du domaine juridique ont été fondamentaux pour comprendre le rapport de pouvoir entre l'Etat du Mexique et le peuple tének, ainsi que pour avoir un regard externe à la communauté sur la situation que vivent ses enfants et sur l'administration du système de justice informel.

Il faut préciser que pour des raisons de logistique et de sécurité¹, ainsi que dans le but de mener une analyse réunissant les conditions minimales d'objectivité, l'étude sur le terrain a été faite avec la collaboration d'une tierce personne (ci-après nommée assistante de recherche). Cette assistante, qui réside proche de la communauté, est restée à notre disposition en tant qu'enquêtrice dans le cas où des entretiens supplémentaires seraient nécessaires à la fin de notre séjour à Tancanhuitz, afin de pouvoir combler des possibles lacunes d'information.

D'autre part, étant consciente que la nature des renseignements recueillis rend difficile leur quantification, l'investigation a recouru à une approche de recherche qualitative qui a permis l'étude de l'expérience de la vie quotidienne à Tamaletom et la construction de la réalité. Miles et Huberman (2003, cités par Blais et Martineau, 2006) distinguent « la réduction de données, la condensation et la présentation de ces données » (p. 2) comme les trois phases d'analyse d'information qualitative. La première phase, celle de réduire les données, s'est effectué au moyen de trois

¹ Le Mexique traverse par une période de « guerre contre le trafic des drogues » qui a déchaîné un problème d'insécurité qui inclut des enlèvements, des meurtres et des fusillades, etc. La région qui entoure Tamaletom est fortement touchée par ce problème. De ce fait, il est recommandé de ne pas visiter sans compagnie ces endroits.

activités principales : la prise des notes, la transcription et le codage (Deslauriers, 1991).

Étant donné que les entretiens (formels et informels) et les observations ne sont pas quantifiables, une démarche inductive d'analyse a été utile (Deslauriers, 1991). Cette dernière est définie par Blais et Martineau (2006) comme « un ensemble de procédures systématiques permettant de traiter des données qualitatives, ces procédures étant essentiellement guidées par les objectifs de recherche » (P. 3).

Dans le cadre de cette étude, la démarche inductive a été utilisée comme mécanisme analytique, car elle « se prête particulièrement bien à l'analyse de données portant sur des objets de recherche à caractère exploratoire, pour lesquels le chercheur n'a pas accès à des catégories déjà existantes dans la littérature » (Blais et Martineau, 2006, p. 2).

Il est nécessaire de préciser que la méthode n'a pas suivi à la lettre une stratégie ou des principes d'analyse inductive déjà établis. Elle s'est inspirée de différentes stratégies pour guider le travail d'analyse. De cette façon, la démarche a repris en quelque sorte les principes de l'approche inductive mentionnés par Thomas (2006), et s'est développée selon la logique suivante :

1. Condensation des informations dans un format de synthèse après avoir préparé les données brutes et fait une lecture approfondie de celles-ci. Les résumés du chercheur et de l'assistant ont été discutés et comparés pour arriver ainsi à un résumé commun et construire une lecture de la réalité la plus valable et objective que possible. Donner du sens aux données ne peut pas être une opération standardisée ni mécanique, et il est justement du ressort du chercheur de donner un sens à l'information qu'il recueille, où repose une grande partie de la valeur d'une recherche. (Savoie-Zajc, 2000). Consciente du fait que la logique du chercheur joue un grand rôle, cette étape a été faite avec minutie.
2. Établissement des liens clairs entre les objectifs de la recherche et les constatations sommaires trouvées.
3. Développement d'un cadre d'analyse. Basé sur l'idée de Thomas, Blais et Martineau (2006) mentionnent que « l'approche inductive est particulièrement appropriée pour l'analyse de données provenant d'objets d'étude à caractère exploratoire, pour lesquels il existe relativement peu de modèles et de théories. Le chercheur utilise l'analyse inductive pour faire

apparaître des dimensions encore inexplorées sur une problématique précise » (p. 14). Le projet n'a pas créé un modèle ou une théorie. Nous avons cependant repris la définition du système normatif autochtone de la constitution de San Luis Potosí pour étudier les liens de l'enfant avec chaque composant du système. Nous avons également fait un état des lieux sur les pratiques coutumières nuisibles et favorables à l'exercice de droits de l'enfant. Nous avons aussi créé un cadre des forces et des faiblesses, basées sur des critères qui permettent aux systèmes informels d'être cohérents avec les droits humains et d'atteindre l'efficacité en termes d'accès à la justice.

Le raisonnement est ainsi passé du spécifique vers le général à partir des constatations sommaires et en ressortant des phrases trouvées dans le résumé (des citations tirées des discussions ou des portions de résumé feront partie du cadre analytique) pour créer des nouvelles analyses qui expliquent le rapport entre les enfants, le système autochtone de justice et les standards de droit de l'enfant.

Finalement, après la documentation, la récolte et présentation des données et l'interprétation des résultats, les analyses et la discussion amènent à répondre à la question principale de cette recherche.

5. Cadre juridique et historique

A partir des années 1970 et 1980, divers pays de l'Amérique Latine ont été témoins de la reconnaissance constitutionnelle des nouvelles juridictions, telle que la juridiction indigène. Ce phénomène ne faisait pas que valoriser la diversité culturelle, sociale et juridique, mais en même temps reflétait l'impossibilité des Etats de réguler tous les espaces sociaux et le besoin de trouver des mécanismes alternatifs de résolution de conflits. Diverses tensions entre les peuples autochtones et les Etats ont été le résultat de ces processus. Ces tensions étant liées principalement à l'imposition de limites de la justice indigène et à la coordination des systèmes autochtones avec le système formel (García Lozano, Abondano Lozano et Ariza Santamaría, 2005).

5.1. Niveau international

L'influence internationale a été fondamentale pour la reconnaissance de la matière indigène dans les lois mexicaines. La Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989, ratifiée par le Mexique en 1990, constitue un premier outil. Elle stipule le respect des peuples autochtones (dans leur religion, organisation sociale et économique, culture, etc.) afin que l'Etat ne nie pas leur identité. L'article 8 énonce :

1. En appliquant la législation nationale aux peuples intéressés, il doit être dûment tenu compte de leurs coutumes ou de leur droit coutumier.
2. Les peuples intéressés doivent avoir le droit de conserver leurs coutumes et institutions dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec les droits fondamentaux définis par le système juridique national et avec les droits de l'homme reconnus au niveau international. Des procédures doivent être établies, en tant que de besoin, pour résoudre les conflits éventuellement soulevés par l'application de ce principe.

Comme deuxième instrument, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007 (texte très complet qui traite le sujet juridique des indigènes dans divers articles) formule dans l'article 34 :

Les peuples autochtones ont le droit de promouvoir, de développer et de conserver leurs structures institutionnelles et leurs coutumes, spiritualité, traditions, procédures ou pratiques particulières et, lorsqu'ils existent, leurs

systèmes ou coutumes juridiques, en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

5.2. Niveau national

Au niveau national, la Constitution mexicaine est l'instrument le plus important dans la hiérarchie de l'ordre juridique du pays. En 2008, Adonon expliquait le contexte historique qui a mené à la reconnaissance constitutionnelle de la normativité autochtone : suite à l'indépendance du Mexique en 1821, les textes constitutionnels cherchaient à établir une seule identité nationale pour construire les bases de l'Etat-nation. Dans une telle optique de cohésion sociale, le fait d'envisager des droits spécifiques pour les indigènes n'était pas possible. Après le mouvement révolutionnaire de 1910, une nouvelle Constitution politique a été rédigée. La Constitution de 1917 avait également comme but d'atteindre l'homogénéité de la société afin de rétablir l'ordre du pays postrévolutionnaire. Cependant, il s'est développé une idéologie qui reconnaissait l'existence des peuples autochtones et ses traits culturels : « l'indigénisme ». Une telle vision se manifestait contre la croyance d'une supériorité du modèle occidental et en réaction à la négation des valeurs et cultures des peuples autochtones. Nonobstant, il a fallu attendre 1992 pour que la Constitution mexicaine reconnaisse la diversité culturelle du pays à travers l'approbation d'une réforme. Malgré des avancées indéniables en matière indigène, cette réforme restait limitée et n'a fait aucune allusion à l'autonomie de ces peuples. Ceci a provoqué le mécontentement des organisations et des communautés indigènes qui ont agi en conséquence. Leurs mouvements sociaux ont provoqué à nouveau des changements constitutionnels en matière indigène (Alvarado Solís, 2010).

En 2001, une nouvelle modification constitutionnelle a été effectuée. Cette dernière a établi, entre autres, l'autonomie et le droit des peuples autochtones d'appliquer leurs systèmes normatifs. Pourtant, comme ce nouvel amendement ne correspondait pas à ses attentes, les populations autochtones continuent à se battre pour une plus grande reconnaissance dans la loi de leurs droits, de leur culture, de leurs modes de vie et de leurs systèmes normatifs, (Adonon, 2008).

L'Etude sur l'accès à la justice dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones du Conseil des droits de l'homme (2013), suite à une Communication de Natural Justice : Lawyers for Communities and the Environment,

affirme que souvent, même si les règles du droit coutumier sont reconnues par la législation, l'Etat limite leurs compétences en utilisant des restrictions. L'argument des Etats qui entravent les pratiques judiciaires de ces peuples est souvent l'incompatibilité avec le droit national ou international. « Ces dispositions sapent l'autorité des systèmes juridiques des peuples autochtones et établissent une discrimination à leur égard » (p. 14). Tel est le cas du Mexique, où la Constitution Fédérale octroie aux Constitutions locales la faculté de régler ces droits (Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme [HCDH] au Mexique, 2008), de reconnaître les communautés autochtones en tant que telles et de délimiter les conditions de la libre détermination (Adonon, 2008).

L'étude du Bureau du HCDH au Mexique (2008) sur la reconnaissance juridique des systèmes normatifs autochtones, cite le Rapporteur Spécial au sujet de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones mexicaines:

Compte tenu de la discrimination qui existe dans les systèmes judiciaires nationaux, il ne faut pas s'étonner du fait que de nombreux peuples autochtones se méfient de ceux-ci et revendiquent un contrôle majeur des affaires familiales, civiles et pénales. Ceci met en évidence diverses questions relatives à l'auto gouvernance et à la libre autodétermination (traduction libre, p. 33).

5.3. Niveau étatique

Au niveau étatique, le cadre juridique est tracé par la loi du 1^{er} juin 2006 sur l'administration de justice indigène et communautaire de l'Etat de San Luis Potosí (LAJI). La section « exposé des motifs » de ladite loi explique qu'à travers 27 rencontres communautaires avec les ethnies Náhuatl, Tének et Pame, il s'est développé une consultation en matière de droits et de culture autochtones. Environ 3500 autorités communautaires de San Luis Potosí, représentant une population d'environ 55'000 personnes autochtones, ont participé à ces rencontres. Une des principales plaintes de ces autorités était l'accès restreint à la juridiction de l'Etat, produit par la différence linguistique et des conditions socioculturelles. Les autorités autochtones ont réclamé le respect et la reconnaissance des autorités indigènes, de leurs systèmes normatifs et de leurs mécanismes de solution de conflits au sein des communautés. Suite à ces dialogues entre l'Etat et la société autochtone, la LAJI :

- reconnaît l'existence et la validité de la justice indigène. Celle-ci est définie dans l'article 3 comme « le système normatif par lequel sont résolus, dans chaque communauté, les différends d'ordres juridiques suscités parmi les membres de ces dernières, ou entre eux et des tiers qui ne sont pas autochtones » (traduction libre)
- définit dans l'article 4, le système normatif indigène comme « celui qui inclut les règles générales de comportement par lesquelles l'autorité indigène régule la convivialité, la prévention et la solution des conflits internes ; la définition de droits et d'obligations ; l'utilisation efficace des espaces communs ; la typification et application des sanctions » (traduction libre)
- définit dans l'article 9 que le système d'administration de justice autochtone « est constitué par les organes juridictionnels, les autorités internes de la communauté, les juges auxiliaires, la normativité, les procédures et les organismes auxiliaires, qui cherchent à garantir aux membres des communautés autochtones l'administration de justice dans leur communauté d'origine basée sur le respect aux us, coutumes et traditions propres à la communauté » (traduction libre)
- signale que les résolutions dictées par les autorités autochtones peuvent être révisées, confirmées, ou pas, par les tribunaux de l'Etat dans le cas où il y aurait une violation des garanties individuelles ou des droits de l'homme
- établit la justice autochtone comme alternative à la voie juridictionnelle ordinaire
- dans le caractère « auxiliaire » du système de justice étatique, octroie juridiction et compétence aux juges auxiliaires afin qu'ils agissent en tant que médiateurs en s'appuyant sur leurs us et coutumes
- établit que les juges auxiliaires ont une compétence pour régler les différends en matière civile, familiale et pénale. Cette compétence est limitée en quantité et en matière en excluant les délits classifiés comme graves pour le code pénal
- la Cour suprême lancera des programmes afin de former, superviser et orienter les juges auxiliaires

Ces derniers sont seulement une partie des principes stipulés par la loi. D'un autre côté, par rapport aux enfants, l'article 20, qui a été amendé le 8 juillet 2010, établit que :

Les juges auxiliaires doivent intervenir d'office, relevant de leur compétence, lorsque les droits, les biens ou les possessions des femmes, des enfants, des personnes âgées ou des personnes handicapés autochtones, sont transgressés, ou lorsqu'on porte atteinte à leur intégrité physique, leur subsistance, leur santé, leur développement et leur formation personnelle et culturelle (traduction libre).

6. Le peuple tének

La population tének est également appelée huastecos ou teenek. La plupart de ses membres habitent dans la région de la Huastèque, à l'ouest de l'état de San Luis Potosí. Nonobstant, on trouve aussi des communautés de ce peuple dans d'autres états mexicains comme Veracruz, Tamaulipas, Hidalgo et Querétaro (voir annexe 1 : Localités avec des habitants parlant des langues autochtones au Mexique) (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], 2014).

Selon l'étude du CONACULTA (2010) sur l'infrastructure et le patrimoine culturel du Mexique, basée sur le deuxième recensement de la population et des habitations de 2005 mené par l'Institut national mexicain de statistique, géographie et informatique (INEGI), en 2005 on trouvait à San Luis Potosí et Veracruz 149'532 personnes de cinq ans et plus qui parlaient le tének. Parmi eux, 117'198 résidaient dans l'état de San Luis Potosí (CDI, 2008), principalement dans les municipalités d'Aquismón, Tanlajás, Tancanhuitz de Santos, Ciudad Valles, Huehuetlán, San Antonio, Tampamolón et San Vicente Tancuayalab (CDI, 2009).

Le mot « tének » signifie « les hommes d'ici, ceux qui vivent dans la campagne avec sa langue et qui partagent l'idée et la coutume » (Gallardo Arias, 2004, voir aussi CDI, 2009). Les huastecos sont principalement des agriculteurs avec des cultures vivrières et des journaliers. Leurs communautés, formées de peu d'habitants (entre 100 et 800), sont isolées et se sont établies principalement près de sources d'eau (UNESCO, 2014).

L'isolation et la dispersion de ces communautés représentent un obstacle majeur à l'introduction des services basiques, tels que l'éducation (le taux d'analphabétisme est très élevé), l'eau potable, l'électricité ou la santé. Une telle isolation se répercute également sur le revenu familial (UNESCO, 2014, CDI, 2009), et explique le taux de marginalisation considéré comme « très haut » dans ce peuple.

6.1. Le système politique, le droit coutumier et l'organisation sociale

La richesse de la culture millénaire des peuples autochtones ainsi que leur organisation sociale sont probablement les deux forces qui ont aidé ces peuples à résister et à survivre historiquement aux conditions défavorables dans lesquelles ils

vivent. Ces deux forces sont basées sur des principes tels que la justice, la solidarité, le consensus et le respect (Avila, Barthas, et Cervantes, 1995).

À propos du système politique du peuple tének, l'UNESCO (2014) et la CDI (2009) voient la communauté comme la base de la structure sociale dont l'organe central de prise de décisions est l'assemblée communautaire. Tous les adultes de la communauté y participent. Le gouvernement, qui cherche à atteindre le bien-être collectif, est lié aux valeurs, à la conception du monde et aux coutumes, qui régissent l'encadrement des lois, des normes, des charges, des fonctions ainsi que des sanctions.

Le droit autochtone tének est fondé sur des principes ancestraux qui favorisent le respect de l'homme et de la nature, et la conscience est un des éléments les plus importants de ce type de droit. La conscience commune du peuple et de ses autorités suffit pour que les règles soient appliquées (M. Viñas, communication personnelle, 17 décembre 2013).

C'est ainsi que dans les communautés autochtones la conscience de la communauté représente le cadre de référence pour les comportements du peuple et pour la résolution des conflits internes (Cuevas Gayosso, 2004, cité par Bello López, 2011). Cuevas Gayosso explique que la règle est quelque chose de flexible, qui s'adapte aux caractéristiques de la société, contrairement à la norme, qui est rigide et imposée. Orantes García (2007) reprend l'idée de Sierra (1997) et mentionne que lorsqu'il y a une répétition constante des règles et que celles-ci sont considérées par la communauté en tant qu'obligatoires, elles se transforment en normes. Et bien que ces dernières n'existent pas par écrit, elles établissent ce qui est considéré comme autorisé et ce qui est interdit.

D'un autre côté, le système normatif tének distingue certaines étapes dans sa procédure pour juger. Ces étapes coïncident avec celles d'autres peuples autochtones qu'Alvarado Solís (2010) a étudié dans son oeuvre « Sistemas normativos indígenas, Huichol, Cora, Tepehuano y Mexicanero ». Parmi ces étapes figurent l'identification de la transgression, la reconnaissance de la faute et l'établissement de la compensation (J. Román, communication personnelle, 12 janvier 2014).

Par ailleurs, les huastecos s'appuient sur leurs coutumes autant que sur la loi. Le peuple tenék se réfère à la coutume afin de parvenir à des accords à travers l'assemblée, mais se sert aussi de la loi, comme n'importe quel autre peuple

autochtone, afin de « trouver des sorties viables et d'exercer des pressions aussi bien à l'intérieur comme à l'extérieur de ses communautés », comme signalé par Bello López (2011, traduction libre, p. 58).

Afin de maintenir l'ordre communautaire dans les établissements tének, une série de tâches et de fonctions sont désignés (système de charges). Parmi les charges principales, on trouve le juge auxiliaire, le délégué et le commissariat (CDI, 2009). Cependant, comme l'explique Jiménez Ottalengo (2000), certaines politiques gouvernementales ont cherché à faire disparaître l'autosuffisance des communautés et à intervenir dans leur structure de système de charges. D'un côté, l'Etat a introduit de nouvelles fonctions politiques qui rivalisent avec le système traditionnel de charges, et d'un autre côté, l'incorporation des activités autochtones au marché national a aussi favorisé le développement d'une différenciation économique parmi les groupes indigènes. Un tel panorama met les peuples autochtones, dans un processus de transformation et de changement qui met en danger la vie communautaire.

6.2. La communauté de Tamaletom

Par communauté, on entend « un groupe social généralement territorialisé, dont la caractéristique principale est que la plupart de ses relations sont canalisées par des institutions (sociales, politiques, économiques, de parenté, d'amitié, religieuses, etc.) qui génèrent, préservent et renforcent des scénarios d'interactions menées par le plus grand nombre des membres possible d'une telle structure. » (González de la Fuente, 2011, traduction libre, p. 87). Comme déjà mentionné, Tamaletom, notre communauté d'étude, aussi appelé Tamaletón ou Tam-alej-toom, se trouve dans la municipalité de Tancanhuitz de Santos. Cette communauté préserve son identité autochtone tének et réalise des cérémonies, des danses, construit des autels, et pratique le « rite des volants ou éperviers » afin de revaloriser sa culture (M. Viñas, communication personnelle, 17 décembre 2013).

Tamaletom est divisé en trois sections. Selon l'INEGI (2000), on estimait à environ 400 personnes le nombre d'habitants dans les trois sections. Cependant, malgré l'émigration constante, on considère que la population a augmenté dans les derniers 14 ans. En janvier 2014, le commissariat Benigno Robles, estimait la population à 2000 personnes.

Comme dans la plupart des communautés tének, les conditions de vie à Tamaletom sont difficiles. La majorité des logements sont des paillotes construites avec des barres de bois, couvertes de palmiers, et le sol est en terre. L'accessibilité aux centres de soins médicaux de l'Etat est compliquée, en raison de la distance et du manque de transports publics. Les habitants de la communauté doivent marcher environ deux heures pour arriver à la clinique la plus proche. Selon les informations de la CDI (2009) les maladies les plus courantes sont la dénutrition, la tuberculose, le choléra, la diarrhée, la gastrite, le paludisme, la bronchite et la frayeur (au Mexique, cette dernière est considérée comme une maladie dont souffrent les enfants et les animaux et consiste en la perte de l'âme suite à une grande peur ou choc).

On distingue trois types d'attention médicale : la médecine domestique (basée sur l'utilisation de thés à base des plantes médicinales), la traditionnelle (basée sur la purification et les visites aux endroits sacrés et en mains de guérisseurs, accoucheuses, « yerberos » et « sobadores »), et l'institutionnelle ; les deux premières étant les plus courantes (B. Robles, communication personnelle, 12 janvier 2014).

En raison de la pauvreté et la précarité dans laquelle vivent les personnes à Tamaletom, ses membres, principalement les jeunes, commencent de plus en plus à partir à la recherche de ressources à l'extérieur de la communauté. Selon information de l'UNESCO (2014), une augmentation croissante en exode rural a été observée dans les dernières décennies, du fait que le travail des femmes tének en tant qu'employées de maison et celui des hommes en tant que journaliers, est devenu la source la plus stable et la plus sûre des revenus familiaux.

Malgré le fait que les liens de solidarité parmi les membres de la communauté tendent à disparaître face à l'emploi de salariés et l'émigration des jeunes à la recherche de meilleures conditions de vie (Jiménez Ottalengo, 2000), un grand nombre de traditions se maintiennent à Tamaletom et même loin de la communauté, plusieurs personnes qui ont émigré continuent encore à envoyer un soutien économique (M. Viñas, communication personnelle, 12 janvier 2014). Cependant, on observe à Tamaletom deux situations parmi les jeunes qui ont un contact régulier avec l'extérieur de la communauté : d'une part, ils refusent de plus en plus d'utiliser leurs costumes typiques tének, dont l'usage à l'extérieur les expose à la discrimination, et, d'autre part, ils préfèrent également parler l'espagnol plutôt que leur langue maternelle, le huasteco.

Nonobstant, selon Jiménez Ottalengo, bien que de nombreuses interventions mettent en danger les traditions et la cohésion des communautés autochtones, celles-ci continuent de chercher dans leurs racines autochtones et communautaires une voie pour leur survie et pour la préservation de leur identité.

C'est ainsi qu'il y existe des nombreuses activités dans lesquelles toute la communauté participe. Les habitants coopèrent en nature, en espèces, ou physiquement pour réaliser des festivités religieuses, des mariages, des enterrements, etc. Dans le passé, les habitants de Tamaletom possédaient des cultures en commun, dans lesquelles tous les membres travaillent pour nourrir toute la communauté. Malgré qu'aujourd'hui cette situation ait changé et que chaque famille a son propre terrain de cultures, ils continuent à s'aider en travaillant les terres en petits groupes. La logique suivie est « aujourd'hui pour moi, demain pour toi ». Les travaux communautaires comprennent également le nettoyage des chemins d'accès à la communauté, les travaux publics, notamment la rénovation du centre cérémonial, la construction de magasins, de maisons communales, parmi d'autres (B. Robles, communication personnelle, 9 avril 2014).

D'autre part, selon Avila et al. (1995), la communauté compte des organes internes de gouvernement et d'autorégulation, qui surveillent et gèrent l'accomplissement d'actions, d'engagements et de tâches communautaires. Selon les auteurs une telle organisation sociale est caractérisée par son fonctionnement dynamique basé sur le consensus et la négociation avec une responsabilité mutuelle établie entre gouvernants et gouvernés. En conséquence, des formes de travail communautaire appelées « faenas » visant au bénéfice commun et le système de charges sont établies.

6.2.1. Le système de charges à Tamaletom

Comme mentionné au début de ce travail, il a été nécessaire de comprendre les rôles et le système de charges à Tamaletom afin d'étudier la base de la structure sociale de la communauté et les relations intracommunautaires.

Pour Galinier (1990, cité par Castro Domingo 1996), le système de charges « se présente comme un champ d'interrelation sociale et comme un mécanisme d'identité qui renforce les différents groupes qui interagissent, car ils transmettent des symboles d'identité communautaire et de cohésion intra groupal » (traduction libre, p. 510).

A Tamaletom, on considère que l'ordre et la paix de la communauté est une charge qui doit être partagée parmi tous ses membres. Néanmoins, pour mieux arriver à organiser la vie communautaire, des fonctions sont attribuées. Les autorités organisent et coordonnent les activités ainsi que les mécanismes qui assurent l'engagement et les obligations de chaque individu envers leur communauté. Selon le Commissariat, B. Robles (communication personnelle, 01 février 2014), ces autorités sont les piliers qui soutiennent la communauté de Tamaletom.

Lesdites autorités sont choisies par l'assemblée générale. Selon l'information de la CDI, pour qu'une personne soit nommée à un poste, elle ne doit pas avoir de casier judiciaire, doit être mariée, être quelqu'un de responsable avec des capacités de leadership, honnête et connu pour avoir un bon comportement. De préférence, elle doit savoir lire et écrire ainsi que maîtriser l'espagnol. Les personnes élues doivent être passées par les charges les plus basses (tel que le « mayul ») et être aptes à évoluer en vue d'occuper des charges plus élevées (telle que la direction d'un comité), ceci ayant comme but que les personnes qui sont au sommet du système, soient les mieux qualifiées à diriger la communauté (J. Román, communication personnelle, 01 février 2014).

Cependant, bien qu'il existe une série de conditions et de critères permettant la candidature d'une personne, certains membres de la communauté ont expliqué qu'il peut arriver qu'une personne soit élue en guise de sanction destinée à la punir pour son manquement à l'investissement dans la vie communautaire. Une fois l'élection achevée, les autorités autochtones doivent informer les autorités municipales des nouvelles nominations de fonctionnaires afin qu'elles soient valables pour l'Etat (Avila et al, 1995).

À la tête de la communauté, on trouve des autorités qui élucident des questions importantes et règlent des conflits internes par les voies de la conciliation et l'administration de justice. Elles ordonnent et surveillent les tâches communautaires et les festivités et veillent à ce que les comités réalisent les programmes de travail en rapport avec les besoins communautaires et le bien-être social (A. Muñoz, communication personnelle, 6 janvier 2014). Des autorités supérieures dépendent des autres fonctionnaires qui portent assistance en tant que messagers, surveillants, etc. Il est pertinent de dire que les personnes occupant toutes ces charges ne sont pas rémunérées. Elles exécutent leur travail sous le seul

principe de responsabilité au sein de la communauté (B. Robles, communication personnelle, 13 février 2014).

Ci-dessous se trouve une brève description des fonctions les plus importantes. L'organigramme (voir annexe 2) cherche à montrer comment est organisé le système de charges dans notre communauté d'étude. Ces informations ont été reprises lors de l'étude sur le terrain.

- Assemblée générale : Composée de tous les membres de la communauté, elle est l'autorité la plus haute. Elle décide sur des questions règlementaires, juridiques, agraires, d'organisation du travail et de la santé, parmi d'autres. Elle est convoquée par les autorités et se réunit tous les troisièmes samedi du mois.

Pour prendre une décision sur une question, les personnes doivent d'abord faire des propositions et ensuite voter. Pour pouvoir faire une proposition, la personne doit être âgée de plus de 18 ans, mais pour voter, il est possible qu'un jeune de 15 ans ou plus puisse déjà le faire dans une de deux situations suivantes : s'il est là en représentation du père, ou si sa participation est considérée comme bénéfique pour la communauté.

Le vote est réalisé par des gestes corporels : lever la main est un geste de conformité, et croiser les bras symbolise que la personne n'est pas d'accord.

Pour qu'une proposition soit acceptée, environ le 80% des adultes présents doivent être d'accord.

- Conseil d'anciens ou conseil communautaire : Il est constitué de deux représentants majeurs, deux représentants mineurs et deux remplaçants. Ces personnes doivent avoir occupé toutes les fonctions désignées par le système de charges de Tamaletom.

Les personnes appartenant à ce conseil, jouissant d'un prestige parmi la population, sont vues comme des personnes d'honneur et très sages. Elles jouissent d'un grand respect et ont comme fonction de suggérer et avaliser des décisions, ainsi qu'orienter et guider les autres autorités, principalement le Commissariat, avec lequel elles gardent des liens de coopération très étroits.

- Commissariat ou président des biens communaux : Il est en charge des questions agraires principalement. Cependant, l'actuel Commissariat est une figure très respectée et son avis est pris en compte pour des questions de nature différente.

- Juge auxiliaire et délégué : Ces deux autorités collaborent pour traiter les questions civiles et administrer la justice.

Des fonctionnaires de rang moins élevé, tels que les messagers, les « mayules » (une sorte de police) et les surveillants, dépendent des autorités listées ci-dessus.

7. Présentation et analyse des données récoltées

Ce chapitre expose l'analyse des données récoltées sur notre communauté d'étude autour des quatre sujets principaux : les représentations sociales de l'enfance, la place des enfants dans le système de justice, les pratiques coutumières en lien avec les droits de l'enfant et l'efficacité du système informel. Les analyses sont principalement construites autour des récits récoltés lors des entretiens avec les différents acteurs, ainsi que par les observations du chercheur et de l'assistante de recherche.

7.1. Les représentations sociales de l'enfance, la question d'âge et le statut de l'enfant

Selon la CDE (1989) un enfant est « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable » (art. 1). Cependant, une telle définition n'est pas partagée et acceptée par tous. Bien qu'on trouve des personnes qui considèrent l'enfance comme une période de la vie qui termine à un certain âge, on a aussi l'opposition qui refuse à la définir comme un moment chronologique.

Cette controverse est bien représentée à Tamaletom, où il n'existe pas un consensus d'opinion qui limite l'enfance dans une tranche d'âge. On trouve un groupe de personnes qui considèrent que l'enfance commence à la naissance et dure jusqu'à l'âge de 15 ans et un autre groupe qui met fin à l'enfance quand la personne atteint ses 18 ans. Cependant, la plupart des personnes rencontrées à Tamaletom ne considèrent pas l'âge comme un facteur déterminant de la fin de l'enfance. Pour eux, il ne s'agit pas d'un moment chronologique qui marque le passage de l'enfance à l'âge adulte, mais l'enfance peut être considérée comme terminée lorsque la personne se marie, a un enfant, termine l'école (secondaire normalement) ou commence à travailler à temps complet.

Autrement dit, on voit qu'à Tamaletom, l'enfance n'est pas nécessairement une période de la vie définie par l'âge. Dans cette communauté autochtone voient l'enfant comme une entité qui n'est pas réductible à un âge, et leur pensée rejoint l'idée de Latour (2006, cité par Musset, 2011) qui définit l'enfance comme « une figure de la vie, nomade et mobile, continuellement ré-émergente » (p. 4).

D'autre part, au sein de la culture tenék, la conception de l'enfant a une signification historique profonde qui est en relation avec la nature. Le maïs étant la base de l'alimentation de ce peuple, il représente un élément très important dans sa culture. Le dieu du maïs, D'ipak, est un des dieux les plus vénérés par les huastecos. A Tamaletom, l'enfant est comparé au maïs, raison pour laquelle les adultes doivent fournir aux enfants les mêmes soins spéciaux et attention particulière qu'ils accordent à leurs « milpas » (champs du maïs). (B. Robles, communication personnelle, 13 janvier 2014).

En d'autres mots, ils doivent s'occuper et protéger leurs enfants pour que leur communauté et culture perdurent, de la même manière qu'ils prennent soin de leurs *milpas* afin que celles-ci produisent suffisamment d'aliments (J. Román, communication personnelle, 13 janvier 2014). Ce raisonnement sur l'enfant est partagé par une grande partie des membres à Tamaletom et est une pensée qui s'est transmise de génération en génération.

Une telle croyance se répercute dans la façon dont les adultes traitent les enfants à Tamaletom. Les parents, ainsi que les autres membres de la communauté, doivent protéger, soutenir, prendre soin et guider les enfants.

Dès qu'un enfant naît, il est principalement confié aux soins et au contrôle de sa mère. Par sa délicatesse et sa beauté, le nouveau-né est comparé à une fleur (F. Cruz, notification personnelle, 07 janvier 2014). Jusqu'à l'âge de 2 ou 3 ans, il reste toujours porté par la maman au dos à l'aide d'une mantille. Avant cet âge, peu importe l'activité de la mère, l'enfant ne se sépare jamais de cette dernière. Si des raisons particulières justifient qu'elle ne s'occupe pas de lui, la responsabilité revient à la (les) sœur(s) plus âgée(s). Le père ne s'occupe pas de lui directement, mais il est toujours attentif à son développement et son éducation. Il joue le rôle du maître qui élève à travers l'exemple (M. Martel, notification personnelle, 03 janvier 2014).

Les habitants de Tamaletom cherchent le bonheur des enfants, ils n'aiment pas voir leurs enfants malheureux du fait qu'ils considèrent la tristesse d'un enfant aussi grave qu'une maladie et un échec de la communauté. C'est pourquoi, afin de protéger les enfants du danger externe, les adultes ne les laissent pas avoir de contact avec l'extérieur de la communauté, ou du moins, de le limiter le plus possible (F. Cruz, notification personnelle, 07 janvier 2014).

Les adultes, conscients du fait que l'enfant les imite et reproduit tout ce qu'il voit, essaient d'avoir un bon comportement non seulement envers lui, mais avec son

entourage en général (rappelons que la base de la communauté autochtone est l'harmonie). A ce sujet, Robles a énoncé « l'enfant est comme un récipient, ce qu'on met dedans, est ce qu'il va devenir » (communication personnelle, 15 janvier 2015, traduction personnelle).

Kellerhals, Widmer et Levy (2004), identifient dans les familles contemporaines trois types de relations entre les parents et les enfants : Le style nommé « autoritaire » met l'accent sur la conformité de l'enfant, qui, n'ayant pas le droit de contredire ses parents, peut seulement accepter et se soumettre à leurs instructions. Les parents agissent suivant les principes d'interdire et d'obliger. « L'enfant est surtout vu comme victime potentielle de son immaturité et de ses mauvais penchants » (p. 102), il est considéré comme quelqu'un d'incapable. En conséquence, il se forme une barrière qui limite la communication et la réalisation des activités communes entre les parents et l'enfant. Le style « maternant » est aussi basé sur des valeurs tels que l'obéissance et la conformité. Nonobstant, l'écart entre les parents et l'enfant est plus petit que dans le premier style : ils font beaucoup des choses en commun, ont une communication assez intime, « même si, par ailleurs, les rôles éducatifs demeurent très tranchés et l'accueil des influences externes assez réservé » (p. 103). Finalement, dans le style nommé « négociateur » les parents valorisent l'autonomie et l'autorégulation de l'enfant et encouragent sa créativité et son imagination. Ils maintiennent une bonne communication. Néanmoins, ceci ne veut pas dire qu'une autorité parentale n'existe pas, mais que cette dernière est exercée par les parents d'une manière différente : ils jouent un rôle de guides, davantage que de chefs. De plus, les parents montrent une ouverture aux influences externes telles que l'école ou les camarades. L'école « est perçue comme devant contribuer non seulement à la formation technique de l'enfant, mais aussi à son éveil moral, esthétique et politique » (p. 101). Tant la mère que le père donnent à l'enfant des critères de jugement, des techniques, l'accompagnent moralement, le consolent et l'encouragent.

Bien que les auteurs aient créé une telle classification d'après une étude faite en Europe, elle n'est pas forcément liée à une culture ni au cadre européen. On trouve des catégorisations qui ont été le résultat d'études réalisées dans des autres contextes et qui sont très semblables à celle de Kellerhals et al. Notamment, la typologie de Maccoby et Martin (1983), basée sur deux critères, la communication et le contrôle (établissement des limites), illustre les styles éducatifs parentaux. Cette

classification a également servi d'inspiration pour d'autres recherches dans des contextes variés, comme celle de Capano et Ubach (2013).

D'après les récits des parents interviewés à Tamaletom et en reprenant la catégorisation de Kellerhals et al., on pourrait croire que dans cette communauté, la relation parent-enfant est plutôt du type négociateur. Les parents sont convaincus qu'ils éduquent à travers « le bon exemple » et qu'ils essaient de maintenir une bonne relation avec les enfants, basée sur la communication. Ils disent les écouter, prendre en compte leur avis, mais en leur apprenant également les bons comportements et les valeurs de la culture tének. Cependant, les récits des enfants montrent que la communication avec leurs parents est plutôt limitée et que la relation avec eux est basée sur les valeurs de l'obéissance et le respect des adultes.

Comme dans le style négociateur, les parents octroient également une importance cruciale à l'école dans le développement technique et moral de l'enfant. Ils considèrent que l'enseignement dispensé à l'école ne peut être substitué par aucune autre institution (même pas par la famille). A titre d'exemple, la plupart des familles rencontrées apprennent et parlent seulement le huasteco avec les enfants. En conséquence, l'enseignement de l'espagnol, doit être dispensé par l'école. Un autre exemple est que tout sujet lié à l'éducation sexuelle (rapports sexuels, procréation humaine, droits sexuels, etc.) peut être appris uniquement à l'école. Les adultes interrogés considèrent qu'il n'est pas de la responsabilité des parents d'aborder de telles questions avec leurs enfants, mais la responsabilité d'instruire sur ce sujet incombe nettement à l'école.

L'éducation dispensée par l'école est donc complémentaire à celle dispensée à la maison. Bien que les parents soient ouverts aux influences externes à la famille, ces influences ne doivent pas être externes à Tamaletom. Un grand nombre des personnes rencontrées montrent une inquiétude particulière sur l'influence négative que pourrait avoir sur ces enfants tout individu externe à la communauté.

D'autre part, même si à Tamaletom l'idée qu'une protection doit être garantie pour les enfants n'est pas contestable, les adultes sont conscients des capacités évolutives de l'enfant, qui vont de pair avec leurs responsabilités. Ils cherchent à impliquer les enfants dans les activités au sein de la famille et de la communauté. L'enfant tének à Tamaletom doit commencer depuis un bas âge à aider à la maison à travers des tâches de soutien.

Les filles sont chargées de s'occuper de leur fratrie, d'aider à préparer la nourriture, de balayer, d'alimenter les animaux et de faire les tortillas. Les garçons tének, depuis l'âge de six ans environ, accompagnent à leur père aux champs, ou aident à la maison dans des activités différentes de celles des filles (les rôles sont fortement marqués pour la différence de sexe). Les garçons sont chargés de la corvée d'eau, d'aller chercher le bois de chauffage ainsi que d'enlever la mauvaise herbe de leurs *milpas* et les champs de canne à sucre. Ces participations sont imposées aux enfants pour les introduire aux labeurs de la communauté et pour développer chez eux le sens de responsabilité et l'esprit communautaire basé sur l'entraide et la solidarité.

Nonobstant, de telles activités ne doivent pas interférer avec les études de l'enfant. Comme expliqué précédemment, les adultes de Tamaletom considèrent le fait d'aller à l'école comme une priorité incontestable, raison pour laquelle ces tâches doivent se faire durant le temps libre de l'enfant.

Il convient toutefois de noter que les enfants abandonnent l'école très jeunes, un grand nombre d'entre eux environ à 15 ans, une fois l'école secondaire terminée. Il est possible d'expliquer cette situation par le manque d'infrastructure scolaire : Dans la plupart des cas, les enfants ne parlent pas l'espagnol avant de commencer l'école. Cependant, les cours sont dispensés dans cette langue et la plupart des enseignants ne parlent pas le tének. Les enfants n'apprennent ni à lire, ni à écrire dans leur langue maternelle. Ceci augmente la difficulté des enfants à avoir des bons résultats scolaires et décourage certains d'entre eux de continuer leurs études. D'un autre côté, dans la troisième section de Tamaletom, il y a un jardin d'enfants, une école pré-primaire et une école primaire. Cependant, cette dernière accueille des élèves seulement jusqu'à la troisième année. La deuxième section de cette communauté compte également un jardin d'enfants, une école pré-primaire et une école primaire qui accueille les élèves jusqu'à la 6^{ème} année (la dernière année de l'école primaire au Mexique). Finalement, la première section de Tamaletom possède les meilleures infrastructures scolaires. On y trouve un jardin d'enfants, une école pré-primaire, une école primaire avec un programme d'enseignement complet et une télé-secondaire. Le site www.televiseducativa.gob.mx définit cette dernière comme « un modèle éducatif à distance, ayant comme objectif de dispenser l'enseignement secondaire par le biais d'émissions télédiffusées dans les zones rurales reculées »

(traduction libre). Dans le cas où les enfants souhaitent continuer leur éducation après l'école secondaire, ils doivent le faire dans des institutions à l'extérieur de la communauté. Afin de continuer les études et de ne pas arrêter à la 3^{ème} année de l'école primaire, les enfants de la troisième section doivent aller à l'école de la première section. L'aller-retour prend au moins 2 heures, car pour cela, les enfants n'ont pas d'autre moyen de transport que la marche. Il en résulte un abandon des études par beaucoup d'enfants. Une situation pareille se présente dans le cas où les enfants veulent continuer les études après avoir fini l'école secondaire. Du fait qu'à Tamaletom l'enseignement s'arrête à l'école secondaire et qu'il y a une longue distance pour aller au collège, il n'y a qu'une quantité très faible d'élèves qui continuent leur éducation scolaire.

Laissant de côté le sujet de l'école, à Tamaletom, l'enfant est amené à s'impliquer en tant qu'acteur dans son développement, mais son évolution est reconnue et prise en compte pour définir les tâches, les attentes, la participation et le rôle qu'il doit jouer au sein de la communauté. L'image de l'enfance à Tamaletom rappelle celle de Trinquier (2011) : « l'enfance est évoquée sous les traits d'un être connoté positivement auquel on prête quelques faiblesses n'altérant pas cependant ses diverses potentialités. Un être capable de coopération, qu'il faut tout à la fois respecter et stimuler » (p. 22).

Comme mentionné précédemment, la difficulté des tâches augmente ainsi avec l'âge. Du moment que les garçons ont environ 15 ans, ils doivent soit aider dans des travaux plus lourds aux champs de culture, soit aller en ville chercher du travail, principalement en tant qu'ouvriers.

Au sujet du travail des enfants, Bourdillon (2009) mentionne qu'il existe deux positions. La première cherche l'abolition de celui-ci, et la deuxième est en faveur d'un travail qui soit approprié à l'âge des enfants. L'auteur explique que ces positions « sont liées à deux représentations différentes de l'enfance » (p. 38). Ceux qui veulent abolir le travail des enfants considèrent que, pendant cette période, les enfants doivent seulement penser à deux choses, à savoir, les loisirs et l'éducation. Cette position regarde l'enfant comme une victime passive « devant se soumettre aux décisions des adultes qui les protègent » (p. 40).

D'autre part, ceux qui sont en faveur du travail des enfants considèrent l'enfant comme un acteur. Bien que cette idée ne remet pas en question le fait que les enfants ont besoin d'une protection de la part des adultes, ils considèrent qu'il y

a « une continuité entre l'enfance et le monde adulte, et que les enfants évoluent graduellement vers les activités adultes à mesure que leurs compétences se développent » (p. 38). Selon une telle vision, le travail fait partie de l'évolution de l'enfant. Liebel (2004, cité par Bourdillon) considère que le travail peut contribuer « à la formation de relations, à l'apprentissage, à l'indépendance croissante des enfants, à l'estime de soi et à la confiance en soi, et à aider les enfants à devenir des citoyens responsables » (p. 44). La pensée tének correspond à cette dernière représentation de l'enfance où l'implication de l'enfant dans les travaux communautaires est vue comme quelque chose de très positif tant pour l'enfant que pour la communauté.

En d'autres mots, pour la culture tének il est impératif qu'une protection soit attribuée à l'enfant, mais sans oublier qu'il est en développement et que ce qu'il fait compte déjà pour la communauté. Ceci évoque la classification de Hanson (2012), qui a identifié quatre « écoles de pensée » autour de l'image de l'enfant afin de comprendre la position à l'égard de l'enfance des différents acteurs :

1. Paternalisme : considère l'enfant comme un être en devenir, c'est-à-dire dépendant et sans capacité. En conséquence, l'enfant doit bénéficier des droits spéciaux et d'une protection garantie par les adultes.
2. Bien-être : considère l'enfant comme un être en devenir mais aussi présent. Son degré de capacité est réduit, mais dans certains cas, il peut aussi arriver à être quelqu'un de « capable ». Par la suite, il doit jouir de droits spéciaux et ne pas recevoir le même traitement que les adultes.
3. Emancipation : considère l'enfant comme un être présent et en devenir. Autrement dit, sa capacité est en développement et en conséquence il doit avoir une participation active. Cependant, compte tenu que ses capacités sont en évolution, il doit bénéficier d'une protection juridique appropriée.
4. Libération : considère l'enfant comme un être présent, indépendant et capable. Cette pensée met l'accent sur la participation de l'enfant et estime que ce dernier ne doit pas jouir des traitements spéciaux, mais doit avoir le même traitement juridique que les adultes.

Si on reprend cette classification pour identifier la position à l'égard des enfants de la communauté de Tamaletom, on pourrait dire qu'elle appartient à l'école de pensée « émancipation ». L'enfant n'est considéré ni comme une prolongation des parents, ni comme un acteur complètement indépendant.

Par ailleurs, il est également important de parler de la relation entre les autorités qui constituent le système de charges et les enfants. A Tamaletom, les personnes qui détiennent le pouvoir jouissent de la reconnaissance, de l'admiration et du respect de la plupart de membres de cette communauté. Les habitants de Tamaletom apprécient la sagesse et l'expérience de leurs autorités autochtones et prennent très au sérieux leurs conseils et leurs suggestions. Les enfants ne sont pas une exception, et voient ces autorités comme les figures les plus honorées de son entourage, qui méritent tout leur respect. Un grand nombre d'enfants déclarent même ressentir une certaine « peur » vis-à-vis d'elles. Une telle crainte se répercute sur la manière dont les enfants se comportent.

Le comportement de l'enfant est rarement un problème dans la communauté. L'image idéale de l'enfant qui existe à Tamaletom coïncide dans la plupart des cas avec la réalité : les enfants écoutent les adultes, sont obéissants, respectueux, font de leur mieux pour entretenir des bonnes relations avec la famille et avec les autres membres de la communauté, participent aux tâches domestiques et communautaires et se montrent à disposition de celui qui est dans le besoin. Ils montrent du respect envers les personnes, les animaux et la nature.

Les personnes rencontrées expliquent qu'un problème avec les enfants se pose lorsqu'ils sortent de Tamaletom. Comme indiqué au chapitre 6, il existe une émigration constante, et ce sont les enfants qui sortent de la communauté pour aller travailler ou pour continuer les études qui la mettent en danger et qui ne montrent pas de respect envers les autorités autochtones. Ces enfants, surtout ceux qui partent dans les grandes villes comme Monterrey, Guadalajara ou Mexico, reviennent corrompus et amènent des mauvaises pratiques, telle que la consommation de drogues, nuisant à l'harmonie et au bien-être de la communauté.

En somme, l'enfant à Tamaletom est traité comme un être qui mérite du respect et une protection adéquate. En même temps, il faut l'encourager pour qu'il devienne un acteur dans son développement, mais aussi au sein de la communauté. Cependant, il ne faut pas oublier qu'avant de protéger ses enfants, la communauté cherche le bien-être collectif et que celui-ci prime sur les intérêts des enfants. De cette façon, des points de frottement avec les standards internationaux des droits de l'enfant peuvent se présenter si le bien-être collectif le justifie. Ce point sera précisé plus loin dans ce chapitre.

7.2. Les enfants dans le système de justice autochtone à Tamaletom

Ayant expliqué la représentation sociale de l'enfant à Tamaletom, il est possible maintenant de développer de quelle manière l'enfant est pris en compte par le système de justice informelle tének de sa communauté. A travers cette analyse, on citera les différents composants de la justice autochtone dans notre communauté d'étude.

Reprenons la définition du système normatif indigène selon la loi du 1^{er} juin 2006 sur l'administration de justice indigène et communautaire de l'Etat de San Luis Potosí :

...celui qui inclut les règles générales de comportement par lesquelles l'autorité indigène régule la convivialité, la prévention et la solution des conflits internes ; la définition de droits et des obligations ; l'utilisation efficace des espaces communs ; la typification et application des sanctions (traduction libre, art. 4).

Les éléments ci-dessus mentionnés sont étudiés ci-après de manière individuelle, afin de mettre en évidence des liens entre de tels facteurs du système de justice de Tamaletom, les enfants, les représentations sociales, ainsi que certains standards de droits de l'enfant. Comme mentionné précédemment, la recherche n'a pas comme but de mener une étude approfondie sur l'application des droits de l'enfant, mais de faire une exploration sur la situation des enfants tének de Tamaletom.

7.2.1. Les règles générales de comportement

Selon Hernández (2001), le droit autochtone n'est pas codifié parce que ce n'est pas nécessaire. L'auteur affirme que dans les communautés autochtones, tout le monde sait ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire. Cette idée est contestable. Pendant l'étude sur le terrain, on a observé qu'à Tamaletom, savoir ce qui est admissible n'est pas toujours clair.

La population de Tamaletom ne dispose d'aucun règlement ou de lignes directrices écrites qui imposent la manière dont les habitants doivent se comporter. Cependant, l'idée d'établir par écrit un code de conduite a déjà été un sujet de discussion dans les réunions de l'assemblée à de nombreuses reprises. Le commissariat, les juges auxiliaires et les délégués qui font partie du système de charges actuellement, ainsi que les membres du conseil d'anciens et des anciennes

autorités des trois sections de Tamaletom, font preuve d'un intérêt particulier pour rédiger un sorte de manuel sur lequel les gens puissent s'appuyer afin de savoir ce qui est admis et ce qui ne l'est pas. Ces autorités partent de l'idée que le fait d'établir des lignes de conduite aiderait les habitants de Tamaletom à connaître les limites de leurs comportements et que ceci faciliterait le travail des autorités lorsque des conflits entre les membres de la communauté se présentent.

Nonobstant, comme mentionné dans le chapitre 6, la plus haute autorité de décision au sein de la communauté est l'assemblée, et pour qu'une proposition soit acceptée, 80% des personnes votantes au minimum doivent être d'accord. Dans les nombreuses occasions où l'assemblée a traité le sujet du règlement, une grande partie de la population a montré son désaccord. Le groupe en faveur de l'élaboration d'un règlement défend une telle position car, selon eux, un tel document viserait à assurer une protection maximale des droits des femmes et des enfants, les deux groupes les plus vulnérables de la communauté. Ce groupe est persuadé que la définition des règles de comportement augmenterait l'harmonie au sein de la communauté et garantirait des traitements plus justes envers tous les membres de la communauté. Selon les partisans du règlement écrit, les personnes qui refusent un code de conduite sont celles qui commettent les fautes et apportent des problèmes à la communauté, et cela explique qu'ils aient peur d'un règlement. Du reste, le groupe opposé au règlement écrit étaye sa position en s'appuyant sur le principe *tének* selon lequel les actes et les comportements des personnes doivent être régis uniquement par le respect et la considération des autres et de l'environnement. Ils affirment que la conscience de chaque personne doit être suffisante pour distinguer ce qui est correct de ce qui ne l'est pas. Ils se fondent également sur un deuxième argument, le fait qu'une des particularités de leur peuple est d'être adaptable aux situations et aux changements. En conséquence, le fait d'établir un règlement va à l'encontre de la malléabilité qui les caractérise.

Mais comment savoir si un comportement est acceptable ou pas ? Les différentes personnes rencontrées lors des entretiens affirment que la communauté doit guider ses enfants pour leur apprendre les principes de base de solidarité et d'harmonie, et que ce sont la conscience et le sens commun qui discernent le mal du bien. D'où le rôle joué par les représentations sociales. Tout comportement qui sort des limites des images idéales est jugé comme incorrect.

Dans le peuple tének, si un enfant agit d'une façon inadéquate, les responsables sont d'abord les parents, mais la faute tombe aussi sur la communauté. De cette manière, la communauté et la famille doivent garantir ensemble que les enfants soient corrigés. A ce sujet, Hernández (2001) affirme que le droit autochtone prévient et règle les problèmes à travers l'éducation familiale mais également à travers l'éducation communautaire : « tant au sein de la famille que de la communauté, le comportement de chacun des individus est observé et corrigé de manière appropriée afin que les futurs hommes de la communauté maintiennent une bonne conduite » (traduction libre, p. 155). Les cas des enfants qui ont des mauvais comportements sont souvent exposés publiquement par les autorités afin d'exemplifier ce qui est mal, et éviter que des telles conduites se reproduisent.

7.2.2. La définition des droits et des obligations

La question des obligations des enfants et des obligations envers eux a déjà été traitée dans le point 7.1 de ce document. Par ailleurs, le sujet des droits reste plus complexe, étant donné que dans les communautés autochtones, les individus ne naissent pas avec des droits, ceux-ci s'accordent conformément au degré de collaboration sociale (Hernández, 2001). Les autorités autochtones de Tamaletom, reconnaissent comme les droits les plus importants le droit à la vie, à la libre expression, au travail et à la propriété foncière.

Notre communauté d'étude ne reconnaît aucune série de droits spécifiques pour les enfants. Cependant il est possible de distinguer des pratiques coutumières qui sont positives selon les standards internationaux des droits de l'enfant (tel que la CDE), ainsi que des pratiques négatives qui peuvent entraver l'exercice de ces droits. De telles pratiques seront présentées plus loin dans ce chapitre.

7.2.3. La prévention et solution de conflits internes

Le droit tének utilise des mécanismes de contrôle social tant positifs que négatifs (remarques, félicitations, compliments moraux, mépris public, amendes, etc.) afin de prévenir des comportements inappropriés. Tout au long de la vie, les valeurs et les principes inculqués à travers l'éducation informelle, qui commence au sein de la famille et est renforcée par la communauté, cherchent à éviter de mauvaises actions. « Cette éducation n'a pour finalité que de faire des « enfants de la

communauté » des bons hommes, de vrais hommes, car personne ne veut être jugé comme une personne que ne respecte pas et n'accomplit pas sa mission, c'est à dire, celle d'être un bon fils et un bon homme » (Hernández, 2001, traduction libre p. 150).

Par ailleurs, les systèmes de justice autochtone peuvent conduire à des résultats différents en termes d'équité et d'accès à la justice. Selon le Manuel sur les programmes de justice réparatrice de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2008), dans les systèmes informels le résultat « s'obtient souvent d'avantage par l'arbitrage que par la médiation » (p. 29). Cependant, à Tamaletom, la méthode alternative de résolution de conflit la plus fréquente est la conciliation².

Afin de rétablir l'équilibre de la communauté lorsqu'un conflit se présente, l'inculpé, le plaignant, les autorités autochtones et la communauté dans son ensemble (assemblée) jouent un rôle dans la restauration de l'harmonie. Les autorités, qui fonctionnent comme arbitres ou conciliateurs, suivent différentes stratégies de solution de conflits :

- Le premier pas est d'écouter la personne que porte plainte. Si le conflit n'est pas considéré comme grave, le juge auxiliaire et le délégué demandent à cette personne d'essayer de pardonner son offenseur sans entamer un procès où les deux parties seront confrontées.
- Si l'offense se répète, un procès de justice³ administré par le juge auxiliaire et le délégué a lieu, dans lequel le conseil d'anciens et le commissariat jouent aussi un rôle important. Les autorités font d'abord une investigation, ensuite discutent avec l'infracteur et lui donnent un avertissement. L'offenseur doit assumer sa faute, demander des excuses à sa victime et promettre aux autorités qu'une telle conduite ne se répètera pas dans le futur.
- En cas de récidive, les autorités jugent, d'après l'attitude de l'offenseur, s'il suffit de lui donner un deuxième avertissement, ou s'il convient de présenter le cas devant l'assemblée.
- Si le cas doit être traité par l'assemblée, c'est elle qui choisit la méthode de solution de conflit, et les autres autorités n'ont aucun pouvoir de décision. La

² « La conciliation se rapproche davantage du concept de médiation. Une personne nommée le "conciliateur" est choisie par les parties. Son rôle est de les écouter puis de faire une proposition en fonction des éléments qu'il a entendu. Les parties sont alors libres de suivre ou non ses recommandations, voire de les aménager » (Concept Médiation, 2012).

³ « Par processus de justice, on entend la détection des actes criminels, le dépôt de la plainte, l'enquête, les poursuites de jugement et d'après-jugement » (Zermatten, 2012).

méthode utilisée par l'assemblée est l'arbitrage, plutôt que la conciliation, de manière qu'après avoir écouté les parties, l'assemblée rend une sentence qui doit être appliquée. Si l'infracteur décide de ne pas respecter la décision prise par l'assemblée, il est soit expulsé de la communauté, soit les autorités présentent le cas au ministère public.

- Si le cas est trop grave et les autorités autochtones ne savent pas comment le traiter, elles se dirigent vers l'Etat, à travers le ministère public, afin que ce dernier trouve une solution au conflit.

Il est maintenant nécessaire d'étudier la question du développement de ces méthodes de solution de conflits lorsque des enfants sont concernés et quelle est la relation avec les instruments internationaux de droits de l'enfant. La Version condensée de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, publiée par l'UNICEF (2007), résume l'art. 40 de la CDE lié à l'administration de la justice pour mineurs de la façon suivante :

Le droit de tout enfant suspecté ou reconnu coupable d'avoir commis un délit de voir ses droits fondamentaux respectés et, en particulier, son droit à bénéficier de toutes les garanties d'une procédure régulière, y compris de bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée pour la préparation et la présentation de sa défense. Le principe d'éviter, chaque fois que cela est possible et approprié, de recourir à la procédure judiciaire et au placement en institution.

Tel qu'indiqué par le Bureau international des droits des enfants (IBCR, 2010), la CDE « ne prévoit pas de mesures spéciales pour les enfants qui sont victimes ou témoins d'actes criminels. En ce sens, les *Lignes directrices* viennent compléter et donner vie aux principes de la CDE » (p. 10). Les lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (2005) considèrent que les enfants ont besoin d'une protection et d'une assistance spéciales lorsqu'ils sont impliqués dans les processus de justice. Cela afin de diminuer les risques de possibles traumatismes ou de séquelles négatives occasionnés par leur participation dans des tels processus.

L'étude « Informal Justice systems: Charting for human rights-based engagement » (PNUD et al., 2012) fait appel aux lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels et

résume les dix droits fondamentaux de ces enfants. Cette étude souligne que même si ces directives ont été principalement conçues pour les appliquer dans les systèmes formels de justice, elles sont également pertinentes et peuvent amener à des bonnes pratiques dans les systèmes informels de justice. De telles lignes directrices cherchent à ce que les lois et les règles adoptées s'engagent à protéger les droits des enfants.

Ci-après est présentée la manière dont les droits des enfants stipulés dans la CDE sont considérés lorsque des processus de justice impliquant des mineurs sont entamés au sein du système informel de justice de Tamaletom. Ceci sans qu'aucune distinction de catégories ne soit faite (enfant en conflit avec la loi et l'enfant en contact avec la loi, c'est à dire, l'enfant victime ou témoin). Cet état des lieux se base sur certains droits présentés par l'étude de l'ONU, récemment évoquée.

7.2.3.1. Le droit d'être traité avec dignité et compassion

Les processus de justice où des enfants sont impliqués suivent une voie semblable à celle des adultes. Le respect des autres ainsi que les bons traitements aux enfants constituent une priorité essentielle dans les pratiques de la communauté. Par conséquent, il n'existe aucun problème dans l'exercice du droit des enfants d'être traités avec dignité et compassion pendant les procès dans notre communauté d'étude. Bien que les autorités indigènes qui règlent les procès de justice à Tamaletom ne sont pas nécessairement spécialisées dans les interventions auprès des enfants (ce qui serait l'idéal, selon les principes de l'ONU), les valeurs tének liées à l'harmonie, le respect et la solidarité, semblent suffisantes pour l'exercice de ce droit.

7.2.3.2. Le droit de d'être protégé contre la discrimination et le droit à participer

La ligne directrice N6 en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, établit que l'enfant ne doit pas être discriminé, entre autres, par son âge:

L'âge ne devrait pas constituer un obstacle au droit d'un enfant de participer pleinement au processus de justice. Tout enfant devrait, sous réserve d'un examen, être traité comme étant apte à témoigner et son

témoignage ne devrait pas être présumé irrecevable ou non fiable du seul fait de son âge, dès lors que son âge et sa maturité lui permettent de témoigner de manière intelligible et crédible (para. 18).

Les autorités ténék interviewées ont affirmé que dans les cas où un mineur de moins de 13 ans est impliqué, ce sont par obligation les parents qui doivent répondre pour lui. Par principe, c'est le père qui doit jouer le rôle d'intermédiaire, sauf indication contraire de l'autorité.

Même si l'enfant est présent pendant le procès, il ne s'exprime qu'en de rares occasions (voir aucune). Une telle situation met en évidence que les intérêts de l'enfant sont vus comme une prolongation des intérêts des parents (PNUD et al., 2012) et que dans certains cas l'enfant n'est pas traité comme un acteur indépendant, mais comme un être passif. Cette situation peut être considérée comme une forme de discrimination fondée sur l'âge, nonobstant, les autorités expliquent qu'une telle pratique répond au besoin de protéger l'enfant et que les mauvais comportements des enfants en bas âge (moins de 13 ans) sont une faute des parents.

7.2.3.3. Le droit d'être informé

Dans les cas où l'enfant est âgé de moins de 13 ans, les autorités informent les parents sur le conflit et la procédure à suivre, et ce sont ces derniers qui doivent tout communiquer à l'enfant. Lorsque l'enfant qui est impliqué dans le conflit est âgé de plus de 13 ans, le juge auxiliaire, le délégué ou les autorités compétentes font rapport directement à l'enfant.

7.2.3.4. Le droit d'être entendu et d'exprimer ses opinions

Lorsque des adultes prennent des décisions sur la vie d'un enfant, son avis est toujours pris en compte. A titre d'exemple, dans le cas d'une séparation (ou divorce) des parents, ou d'une situation qui exige que l'enfant soit séparé de ses parents, les souhaits de l'enfant concernant avec qui il aimerait vivre sont toujours considérés.

7.2.3.5. Le droit à la vie privée

Ce principe se fonde sur l'idée que seules les personnes auxquelles l'enfant fait confiance et/ou qui sont en relation avec le cas en question devraient avoir connaissance que l'enfant est impliqué dans un procès de justice. En outre, la divulgation d'informations sur le mineur devrait être limitée et le contact avec le public pendant son audience devrait être évité. Nonobstant, respecter une telle vie privée dans le schéma des communautés autochtones n'est pas facile.

Dans le système informel de justice à Tamaletom, ce droit n'est pas respecté car les intérêts de la communauté priment sur les intérêts individuels (incluant ceux des enfants). De ce fait, la communauté doit être informée des problèmes qui surgissent et connaître qui sont les personnes concernées. En outre, selon l'information dispensée par les autorités de Tamaletom, dans les situations délicates qui peuvent mettre la communauté en grand déséquilibre, la seule autorité qui peut décider de la méthode de solution du conflit est l'assemblée générale. Les membres ne se posent pas de questions sur le dommage que subit l'enfant lorsqu'il est exposé devant toute la communauté. Par exemple, dans un cas, un jeune a tué accidentellement une personne et demandé la permission à la communauté de ne pas être expulsé. Après le procès, l'assemblée a décidé de le réintégrer. Cependant, le cas ayant été exposé devant toute la communauté, le mineur a été l'objet de discrimination et harcèlement à l'école.

7.2.3.6. Le droit à la sécurité

Selon ce droit, les enfants doivent être protégés avant, pendant et après le processus de justice, de son offenseur et des menaces dont il pourrait être l'objet. Selon des informations reçues lors des entretiens, la violation de ce droit représente un grand problème. Les enfants et les femmes, les deux groupes les plus vulnérables de la communauté, avouent ne pas oser porter plainte, car aucune protection n'est garantie lorsqu'ils le font. Souvent, lorsqu'un conflit se présente, l'agresseur les intimide et ceci entrave tout le processus de justice, laissant des fautes impunies et des enfants non protégés.

7.2.3.7. Le droit à la réparation

A Tamaletom, on administre une justice restauratrice qui cherche à réparer et à retrouver l'équilibre de toutes les parties (victime, criminel, communauté), plutôt que de punir les infracteurs. La caractéristique principale d'une telle justice est de réconcilier les parties engagées et de favoriser les solutions qui réparent les dommages et qui impliquent la prévention, la réhabilitation et des mesures alternatives à la détention (Zermatten, 2012).

Ce type de justice est administré à Tamaletom dans les cas impliquant des enfants comme des adultes. D'après les récits de tének interviewés, dans la plupart des cas, elle a des conséquences durables et positives sur l'infracteur. Les récidives n'arrivent que très rarement, surtout dans les cas impliquant les enfants, qui « habituellement corrigent leurs comportements après un premier avertissement » (B. Robles, communication personnelle, 20 janvier 2014). Cette idée de pratiquer une justice réparatrice montre l'objectif principal de la communauté, maintenir l'harmonie.

7.2.4. La typification et application des sanctions

Dans notre communauté d'étude, il n'existe aucune description précise des actions ou omissions qui soient considérées comme délits ou crimes. Cependant, les autorités du système de charges reconnaissent le meurtre, le vol, les bagarres et les dégâts aux biens d'autrui comme des dommages qui doivent être réparés dans la mesure du possible.

Les peines dépendent de l'ampleur des faits et des acteurs qui déterminent les sanctions. Les sanctions sont souvent des excuses personnelles aux victimes ou publiques, devant l'assemblée. Les autorités cherchent à ce que les personnes ne soient pas humiliées, car l'objectif des sanctions n'est pas de punir, mais de réparer afin de ne pas rompre l'harmonie de la communauté.

Le choix de traiter une certaine action comme un délit ou un crime, l'estimation de sa gravité et le choix de sa sanction dépendent largement de l'interprétation et des valeurs des autorités tének. Raison pour laquelle ces dernières s'adressent au ministère public lorsqu'elles n'arrivent pas à résoudre un conflit, lorsqu'elles ne savent pas comment traiter un cas ou lorsqu'elles considèrent qu'un

conflit est grave. Un conflit est considéré comme grave par exemple, lorsqu'une des parties a besoin de recevoir une attention médicale.

Les délits de forte incidence sont ceux qui sont liés à la convivialité quotidienne. Les conflits les plus fréquents dans lesquels les enfants sont impliqués sont les disputes et les bagarres entre enfants, dont la sanction la plus fréquente est l'avertissement et la menace d'amener l'enfant en prison (reste seulement comme une menace pour faire peur) et, moins courants, les vols, pour lesquels soit l'enfant doit remettre l'objet volé, soit sa famille doit payer une amende.

Les cas de forte incidence dans lesquels les enfants sont victimes sont la violence familiale, qui est punissable d'un avertissement ou d'une condamnation à des travaux d'intérêt général, le non-respect des obligations parentales (par exemple l'obligation de nourrir les enfants) et les viols des filles. Ces derniers sont souvent impunis, car ils ne sont pas transmis au ministère public. Il faut préciser que la plupart de ces cas sont liés à la consommation d'alcool, et que ceci est souvent considéré comme un facteur atténuant.

La privation de liberté n'est pas une sanction appliquée par les autorités autochtones, car elles veulent qu'une telle mesure soit imposée seulement en cas d'infraction ou de délits graves, comme les meurtres ou les viols. De tels délits ne sont pas sanctionnés par ces autorités, mais par l'Etat.

Les autorités autochtones qui occupent les charges politiques-juridiques avouent être de plus en plus confrontées aux révoltes des jeunes, qui remettent en question leur pouvoir et autorité et refusent d'accepter les solutions ou les sanctions qu'elles proposent. De cette manière, il n'y a souvent pas de suivi pour un grand nombre des conflits, restant impunis.

7.3. Les pratiques coutumières et les droits de l'enfant

Comme développé plus haut dans ce chapitre, dans les communautés tének, l'enfant est traditionnellement comparé au maïs, raison pour laquelle les adultes doivent fournir aux enfants les mêmes soins spéciaux et attention particulière qu'ils accordent à leurs *milpas*. Les adultes reconnaissent leur obligation de s'occuper et de protéger les enfants pour que leur communauté et culture perdurent. D'un autre côté, les adultes mettent également l'accent sur le rôle participatif que l'enfant doit jouer dans la vie communautaire. En conséquence, il existe de nombreuses

pratiques coutumières qui encouragent la protection de l'enfant et l'exercice de ses droits participatifs :

- La cérémonie après la naissance d'un enfant

Un rituel est orchestré après la naissance d'un enfant pour lui souhaiter la bienvenue dans la communauté : le cordon ombilical est enterré avec une plante de banane ou d'une autre fruit à côté de la maison des parents. Pendant cette cérémonie, l'enfant reçoit son nom. Une telle pratique marque l'obligation des parents de le nourrir et de l'élever. Promouvant ainsi le droit de l'enfant d'avoir un nom et la responsabilité des parents d'assurer son développement. Une fois que la plante a poussé, le premier fruit est mangé par l'enfant pour qu'il s'intègre et prenne racine de sa famille, sa communauté et ses origines tének (Gallardo Arias, 2004).

- La médecine traditionnelle

Les tének font une différence entre les guérisseurs et les sorciers. Les guérisseurs sont respectés, connus et bien vus car ils aident à soigner avec l'aide de plantes médicinales. Ils jouent un rôle important, car l'accès aux services de santé publics est limité. La médecine traditionnelle permet donc aux enfants de recevoir une attention médicale et de donner une solution à l'incompétence de l'Etat du Mexique pour assurer le bénéfice de services médicaux à tous les enfants.

- La participation des enfants dans les tâches domestiques et communautaires

L'implication des enfants dans les tâches domestiques et communautaires favorise le développement de l'enfant, sa participation active dans la communauté et le droit de sa famille de le guider de manière cohérente avec l'évolution de ses capacités.

- Les soins communautaires dispensés aux enfants

La protection et l'éducation des enfants étant une responsabilité collective, la communauté cherche à garantir à tout enfant une couverture de ses besoins psychosociaux, matériels et éducatifs. Cette pratique promeut ainsi le droit de

l'enfant à un niveau de vie qui permette son développement moral, social, physique, mental et spirituel.

- Les activités dans le centre culturel

Un des éléments les plus importants de la communauté de Tamaletom est leur centre culturel. On y organise des ateliers, des cérémonies, des danses propres à la culture tének et on y construit des autels. Les enfants qui le souhaitent s'impliquent dans ces activités, ce qui encourage le droit des enfants de participer activement dans des activités récréatives, culturelles et artistiques, permettant à l'enfant de jouir de sa propre vie culturelle et pratiquer sa propre religion.

- Les avertissements comme forme de solution de conflits

Même s'il n'existe pas de justice juvénile dans le système informel de Tamaletom, la justice administrée accorde une grande importance au respect de la personne. Les traitements cruels, les punitions physiques, la peine capitale, la détention, la torture et la privation de liberté ne sont pas acceptées. Les formes alternatives de solutions de conflits telles que les avertissements et les conseils permettent aux adultes d'apprendre aux enfants ce qui est acceptable dans la communauté à travers de moyens qui n'atteignent pas leur intégrité. Une telle pratique promeut la justice réparatrice et le droit de l'enfant à être traité avec dignité et respect.

- Le travail des enfants

Le travail des enfants à Tamaletom dépend de l'âge et des compétences de chaque enfant. Etant donnée la pauvreté vécue à Tamaletom, une telle pratique peut contribuer au développement et même à la survie de l'enfant. De plus, une telle pratique n'est pas considérée comme mauvaise, car les activités dans lesquelles ces enfants sont impliqués n'affectent pas leur santé, leur bien-être ni leur éducation scolaire.

Cependant, même si la représentation sociale de l'enfance dans la communauté met en avant la responsabilité des adultes de protéger l'enfant et que ceci favorise

des pratiques qui permettent aux enfants de jouir de nombreux droits, il a aussi été possible d'identifier des pratiques coutumières tének qui mettent l'enfant en danger et qui entravent l'exercice des certains droits de l'enfant :

- Système de charges conduit par des hommes

À Tamaletom, l'assemblée a toujours décidé d'attribuer les postes du système de charges à des hommes. De nombreuses femmes se plaignent du fait que certains d'entre eux ont tendance à protéger seulement les intérêts des hommes, même si cela signifie violer les droits des femmes et des enfants.

- Education basée sur la différence de rôles

Depuis un très bas âge, les garçons apprennent à travailler dans les champs pour devenir les responsables du foyer en termes économiques et de nourriture, et les femmes apprennent à devenir les responsables des soins des enfants et du ménage. Une telle définition des rôles explique pourquoi beaucoup de filles ne voient pas d'intérêt à recevoir une éducation scolaire. Elle contribue également à susciter des discriminations à l'encontre des femmes qui ne souhaitent pas rester exclusivement femmes aux foyers.

- La consommation de la « yuca »

Selon les informations récoltées à Tamaletom, la *yuca* est une boisson alcoolisée connue des tének depuis l'époque préhispanique. On pense que dans la période précoloniale sa consommation était uniquement à caractère cérémonial. Cependant, aujourd'hui, la consommation de cette boisson chez les hommes est purement sociale et est devenue excessive. Cette pratique met en danger le bien-être de l'enfant car elle est à l'origine de la plupart des problèmes à Tamaletom, notamment la violence familiale, les bagarres et le manque de responsabilité parentale. Des femmes avouent que la consommation de la *yuca* est même aussi un problème parmi certaines autorités du système de charges, raison pour laquelle elles ne peuvent pas porter plainte contre leurs maris pour une telle pratique.

- Obéissance stricte aux adultes

La relation entre les enfants et les parents présente beaucoup d'éléments du style éducatif négociateur (voir point 7.1.). Nonobstant la discipline ténék se base sur une obéissance stricte des enfants aux autres adultes. En conséquence, les enfants disent avoir souvent peur de parler avec les adultes, surtout avec les hommes. Ceci peut interférer au droit de l'enfant de participer, d'exprimer ses opinions, et peut même contribuer à une non persécution des cas d'abus des enfants.

Il est nécessaire, toutefois, de préciser qu'il existe des habitudes, des comportements et/ou actions, pratiqués uniquement par certains membres de la communauté, mais qui ne sont pas acceptés comme des coutumes ténék ni adoptés par la totalité de la population. Les autorités autochtones essaient d'user de leur influence afin de mettre un terme à de telles pratiques, qui sont normalement nuisibles pour les enfants :

- Mariage forcé

Dans le passé, la décision du mariage dépendait entièrement des parents. Aujourd'hui, dans la plupart des familles, la décision revient aux jeunes concernés. Bien que le nombre de mariages forcés à Tamaletom a fortement diminué, il arrive encore que des parents obligent leurs filles mineures à se marier, et parfois les filles sont offertes en mariage en échange de boissons alcoolisées. La communauté essaie de respecter la façon d'agir des parents plutôt que de s'impliquer lorsque de tels cas arrivent, sans prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant⁴.

- La sorcellerie

Les sorciers, à la différence des guérisseurs, restent cachés et anonymes. Ils réalisent des pratiques nuisibles et négatives contre les personnes, qui peuvent même occasionner la mort, raison pour laquelle la sorcellerie est un sujet dont les gens

⁴ « L'intérêt supérieur de l'enfant », est une notion qui s'est développée suite à l'évolution de l'image « occidentale » à l'égard de l'enfant, qui le considère comme un sujet de droit, et constitue l'un des principes généraux de la CDE (Chatenoud, n.d.).

parlent très peu. Une telle pratique peut interférer dans le développement de l'enfant, mettre en danger sa santé et même sa vie.

7.4. L'efficacité du système de justice informel

Comme on a pu l'observer dans les sections précédentes, la justice autochtone et les pratiques coutumières à Tamaletom présentent des éléments qui favorisent l'exercice des droits de l'enfant, mais aussi des facteurs qui symbolisent un point de conflit avec les standards des droits de l'enfant.

Il importe toutefois de reconnaître que, pour que ce système informel puisse servir comme un vrai outil en faveur de l'exercice des droits de l'enfant, il doit d'abord atteindre l'efficacité dans certains domaines. Wojkowska (2006) reconnaît certains critères que devraient remplir tous les systèmes informels de justice afin de compter sur des mécanismes adéquats et efficaces de solution de conflits, cohérents avec les principes des droits humains :

- 1) Participation : Le système devrait être accepté par la communauté, être ouvert à la participation publique dans le processus de prise de décision et ne pas être imposé aux personnes
- 2) Responsabilité : Le système devrait être ouvert à la réglementation et à la révision
- 3) Non – discrimination : Le système ne devrait pas être discriminatoire
- 4) Concernant les standards de droits humains : Le système devrait appliquer des sanctions en conformité avec le cadre constitutionnel et les droits humains. Il ne devrait pas punir des fautes graves comme les viols ou les meurtres (ces cas devraient être traités par les systèmes de justice formels).

Des liens devraient être établis entre les systèmes informel et formel.

Afin de rendre plus clair la position actuelle du système à Tamaletom par rapport à ces critères, une analyse des facteurs et des caractéristiques liés à ces derniers est menée. De telles caractéristiques sont présentées, selon leur degré d'efficacité, en tant que forces ou faiblesses du système⁵.

L'analyse ne suit pas une approche pure des droits de l'enfant (comme il a été fait dans les analyses précédentes), mais une approche d'efficacité axée sur l'accès à la justice et sur les droits humains.

⁵ L'étude de Wojkowska (2006) a servi d'inspiration pour présenter l'analyse des forces et des faiblesses. Certains aspects de son étude ont été repris pour analyser la situation à Tamaletom.

Forces

Culturellement approprié	<ul style="list-style-type: none"> • Les règles, normes, méthodes de solution de conflits sont conformes à la culture tének, à ses aspirations et valeurs • Les procédures sont menées dans la langue locale • Les huastecos sont familiarisés à de telles procédures et celles-ci, à la différence des procédures formelles, ne leur paraissent pas « étranges » • Les autorités du système de charges comprennent les problèmes locaux, et peuvent donc trouver des solutions pratiques pour les résoudre
Socialement légitime	<ul style="list-style-type: none"> • L'assemblée participe dans le processus de prise de décision tant pour choisir les autorités du système que pour donner des solutions à des cas difficiles
Economiquement et géographiquement accessible	<ul style="list-style-type: none"> • On trouve des autorités du système de charges dans les trois sections de Tamaletom • Les habitants de la communauté peuvent se tourner vers ces autorités sans le moindre coût
Collabore avec des organismes externes	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités reçoivent une formation octroyée par l'Etat afin qu'elles soient au courant des principes de droits humains. Ceci afin d'éviter que des mécanismes incompatibles avec les droits de l'homme soient mis en place par le système informel • Les autorités actuelles du système de charges, dans une optique d'améliorer son système de justice et de le rendre plus efficace, sont ouvertes à la critique et aux révisions des institutions externes à la communauté • Les autorités s'adressent souvent au ministère public, afin que celui-ci leur indique quels cas ne peuvent pas être traités par leur juridiction. Ces cas peuvent donc être traités par le système formel, et la probabilité qu'ils ne restent pas punis diminue.
Axé sur le consensus et la réconciliation	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités analysent les conséquences que les problèmes peuvent amener à toute la communauté

	<ul style="list-style-type: none"> • Les méthodes de solutions de conflits sont axées sur les intérêts collectifs et cherchent à réintégrer toutes les parties • La réconciliation entre les parties permet aux habitants de continuer à se faire confiance et à coopérer entre eux, laissant ainsi la place à la solidarité et à l'entraide, deux valeurs fondamentales de la communauté
Solutions rapides	<ul style="list-style-type: none"> • Les processus de justice et les mécanismes de solutions de conflits sont davantage rapides et simples que ceux du système formel

Faiblesses	
Discriminatoire	<ul style="list-style-type: none"> • Le système est dominé par les hommes • En certaines occasions, la solution à un conflit proposée par les autorités montre leur non reconnaissance des droits égaux pour les deux genres
Ambiguïté juridique	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités interviewées n'ont jamais entendu parler de la loi du 1^{er} juin 2006 sur l'administration de justice indigène et communautaire de l'Etat de San Luis Potosí, qui marque les limites du système juridique indigène • Parfois les autorités autochtones traitent des cas qui ne sont pas de leur juridiction
Interprétative	<ul style="list-style-type: none"> • Les règles, les procédures et les sanctions sont déterminées par l'autorité en question. Ce sont ses propres valeurs, son interprétation des faits et sa connaissance qui déterminent toute la procédure
Laxiste	<ul style="list-style-type: none"> • Peu importe la gravité du problème, dans la plupart des cas, on donne uniquement un avertissement à l'infracteur • On essaie de ne présenter devant l'assemblée que les cas très graves. D'une telle manière, beaucoup des cas restent impunis, car le juge auxiliaire et le délégué évitent d'utiliser une autre méthode de solution de conflit que les conseils et les avertissements

Axé sur la conciliation	<ul style="list-style-type: none"> • Les décisions prises par le juge auxiliaire et le délégué n'ont pas un caractère obligatoire. Il n'existe pas de mécanismes qui assurent l'application de la sanction • Les sanctions n'ont un caractère obligatoire que lorsque l'assemblée les dicte (rares occasions)
Rotation rapide de l'autorité et manque de préparation	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités autochtones restent en charge pour une durée d'un an • Les juges auxiliaires ne reçoivent pas la formation dispensée par le système judiciaire de l'Etat avant de commencer leur mandat, mais souvent seulement à la moitié de celui-ci
Portée limitée de la juridiction	<ul style="list-style-type: none"> • En raison de l'incompatibilité avec d'autres systèmes informels (différences dans les règles et les méthodes de solution de conflits), la justice informelle de Tamaletom s'applique uniquement lorsque les deux parties impliquées font partie de la communauté

8. Discussion

L'étude sur les représentations sociales de l'enfance à Tamaletom nous a permis de voir que, pour la communauté, il est d'une importance primordiale que les enfants jouissent d'une protection particulière des adultes, et que leur participation dans la vie communautaire soit reconnue et prise en compte. Ceci tout en considérant les capacités évolutives de l'enfant. Mais dans quelle mesure une telle représentation sociale figure-t-elle dans la pratique, lorsqu'on parle de l'administration du système informel de justice ?

La protection

Le discours sur l'image de l'enfant tenu par les autorités autochtones et par le reste des adultes de la communauté laisserait penser qu'à Tamaletom, la protection des enfants est une priorité indiscutable. En outre, le discours reflète qu'une telle protection est une responsabilité partagée et centrale pour le maintien de la cohésion sociale et la perpétuité de la communauté tének.

Ce discours est bien représenté par la conception historique et profonde qu'ont les tének de Tamaletom des enfants : « l'enfant est aussi important pour la communauté que le maïs (base de l'alimentation), raison pour laquelle il mérite les mêmes soins et attention particuliers ». Cette comparaison faite entre l'enfant tének et le maïs semble très favorable pour développer des conditions propices à un exercice des droits de l'enfant en harmonie avec les standards internationaux. Dans un tel cadre, l'enfant peut bénéficier d'une protection particulière tant de ses parents, de ses proches, et de la communauté dans son ensemble.

Le discours laisse aussi croire que l'intérêt supérieur de l'enfant joue un rôle fondamental tant dans les pratiques coutumières, comme au sein de l'administration du système informel de justice de Tamaletom. Cependant, malgré que l'on trouve de nombreuses pratiques favorisant le bien-être de l'enfant, on observe que le système de justice manque de normes claires et spécifiques qui le protègent. De plus, dans les situations de conflit, les intérêts collectifs priment sur les intérêts individuels, même lorsque des enfants sont impliqués. Le maintien de l'harmonie peut passer avant les droits individuels, suscitant ainsi des pratiques qui peuvent être discriminatoires et mettre en danger l'intégrité de l'enfant à différents niveaux.

La participation

Ce deuxième élément s'avère important pour les tének suivant leur discours sur leur représentation sociale de l'enfance. Selon eux, ce que l'enfant fait compte déjà pour la communauté et, en conséquence, sa voix doit être prise en compte.

L'importance de la participation de l'enfant dans la vie communautaire reste évidente. Les garçons s'impliquent dans les activités du père dans les champs. Les filles collaborent aux tâches domestiques. Les capacités évolutives de l'enfant sont reconnues afin d'augmenter la difficulté dans les tâches domestiques et communautaires. Lorsque l'enfant atteint l'âge de 13-15 ans, il est déjà considéré comme suffisamment mûr et capable pour réaliser des travaux plus lourds dans les champs ou pour trouver un travail en ville. A 15 ans, il peut même participer avec son vote dans l'assemblée (sous certaines conditions). Cependant, dans le domaine de la justice, l'enfant âgé de moins de 13 ans est souvent « diminué » et considéré comme une prolongation des parents, qui sont responsables de parler en son nom et de défendre « ses » intérêts dans les processus de justice. Dans les questions relatives à ce sujet, les adultes avouent voir l'enfant comme un être qui manque de compréhension. C'est pourquoi, selon eux, sa participation devrait être limitée, voir omise, dans les processus de justice. Cette position est défendue par le fait qu'ils doivent protéger leurs enfants. De telle sorte, les éléments de participation et de capacités évolutives, défendus dans le discours sur la représentation sociale de l'enfant de la communauté, ne sont que partiellement pris en considération au sein de l'administration du système de justice.

Afin d'expliquer un possible antagonisme entre les pratiques coutumières et les standards de la CDE, il faudrait considérer les différentes visions qu'ont la « société moderne » et les communautés autochtones sur le rapport entre le groupe et l'individu. A ce sujet, Ferdinand Tönnies (cité par Martuccelli et Singly, 2009) affirme que dans la « communauté », le lien social échappe à l'individu, qui est d'abord membre d'un groupe. Des forces telles que les habitudes et les coutumes contribuent à son unité. À l'inverse, dans la « société », le lien est à construire, et cela entraîne que l'individu n'est plus défini principalement par ses appartenances.

Emile Durkheim, l'un des fondateurs de la sociologie moderne (cité par Martuccelli et Singly), soutient un certain individualisme. Selon lui, la nouvelle place accordée à l'individu dans les sociétés modernes résulte des changements dans les

normes sociales et de la création des lois. La CDE, provenant de cet individualisme, cherche à répondre aux intérêts de l'enfant avant tout. Comme stipulé dans son art. 3, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. Au contraire, dans les communautés indigènes, ce sont les intérêts de la communauté dans son ensemble qui « fixent les règles du jeu ».

9. Conclusion

Les systèmes de justice informels ont été traditionnellement considérés comme dépassés, hostiles aux changements et comme des obstacles pour la modernisation et le développement économique (Clarke, 2011). Cependant, ces dernières années, dans le cadre de la lutte contre la discrimination des peuples indigènes, de leur protection et de la reconnaissance de leur autonomie et leur dynamisme, ces systèmes ont commencé à être reconnus constitutionnellement. Comme signalé par Umprimny Yepes (2001), ces systèmes ont un potentiel démocratique mais ils présentent aussi des risques et des limites importantes.

La situation que vivent les enfants dans ce type de systèmes a été peu examinée et on s'est principalement concentré, dans une optique légale, sur les cas des enfants en conflit avec la loi. Sous une approche interdisciplinaire des droits de l'enfant et avec le soutien d'une étude sur le terrain, notre recherche a permis d'aborder les aspects juridiques mais aussi les aspects sociaux par rapport aux enfants tének et le système de justice de Tamaletom. L'étude du système de charges a été fondamentale pour comprendre la structure, l'organisation sociale de la communauté et les relations communautaires, mais également pour nous approcher des autorités indigènes qui administrent le système autochtone de justice. Ces autorités cherchent le bien-être collectif à travers un gouvernement lié aux valeurs, à la conception du monde et aux coutumes tének. C'est ainsi que le bien-être collectif fixe le cadre pour la stipulation des normes, des règles, des fonctions et des sanctions (CDI, 2009).

Notre étude sur le terrain nous a permis de voir que la représentation sociale de l'enfant à Tamaletom correspond à celle d'un être en construction. La fin de l'enfance n'est pas déterminée par l'âge, mais par des événements tels que le mariage ou l'achèvement des études. L'éducation et les soins de l'enfant sont une responsabilité familiale et communautaire. La communauté affirme voir l'enfant comme un être important, qui est la base de la prévalence de la culture tének et de la communauté ; un être qui mérite des soins particuliers et d'une attention spéciale qui garantissent sa protection et son développement ; un être dont la participation est substantielle dans la vie communautaire afin de faire de lui un « vrai homme » de la communauté. Dans les premières années de l'enfance, la protection de l'enfant est primordiale, au point qu'on essaie de limiter le plus possible son contact avec

l'extérieur de la communauté. D'autre part, on essaie d'encourager que l'enfant soit un acteur de son développement et qu'il participe dans la vie communautaire dans des aspects culturels, religieux et de soutien économique. Mais en même temps, on considère qu'il est un être inachevé avec des capacités évolutives. Notamment, dans les situations de conflit dans lesquelles l'enfant est impliqué. Il est considéré davantage comme un être passif et non développé qui manque de compétences basiques pour comprendre, communiquer et défendre ses intérêts, et, qu'en conséquence, il doit se soumettre aux décisions des adultes qui le protègent.

À travers les analyses menées dans cette recherche sur le rapport entre le système informel de justice et l'enfant, sur les pratiques coutumières et à travers l'analyse sur l'efficacité du système (dans laquelle ses forces et ses faiblesses ont été mises en avant), il a été possible de constater que la protection de l'enfant est extrêmement importante, mais qu'elle n'est pas la priorité de la communauté. Dans le traitement de l'enfant au sein du système de justice, la protection de l'enfant peut passer au second plan, et être entravée par la recherche du bien-être collectif, qui porte une plus grande importance. Bien que de nombreuses pratiques soient favorables aux standards internationaux des droits de l'enfant au sein de la justice autochtone, le but de maintenir l'harmonie dans la communauté peut être utilisé pour appliquer des normes ou des moyens de solution de conflit qui exercent une discrimination à l'égard des enfants.

En d'autres termes, l'inconsistance entre certaines pratiques nuisibles au bien de l'enfant et le discours de la communauté qui cherche à le protéger en toute circonstance, est liée au fait que, dans les communautés autochtones, le bien-être collectif représente le filtre auquel les critères et les décisions sont soumis (Avila et al, 1995). Selon l'IBCR (2010), il y aurait « un travail de médiation à faire entre une vision davantage communautaire, qui tend à considérer l'enfant comme un élément indissociable de la communauté, et une vision plutôt individualiste qui insiste avant tout sur le respect des droits de l'enfant comme sujet de droit ». Cependant, l'explication de Tönnies (1977) sur le rapport entre le groupe et l'individu a aidé à comprendre que le fait qu'une culture mette « entre parenthèse » l'individu sur certains aspects, ne veut pas dire qu'elle ne soit pas orientée vers le bien-être de l'enfant. La CDE reconnaît même dans son préambule « l'importance des traditions et valeurs culturelles de chaque peuple dans la protection et le développement harmonieux de l'enfant ».

D'un autre côté, un des plus grands défis du système autochtone de justice est celui d'assurer la protection des enfants dans un cadre où ses droits ne sont pas clairement définis. Il a été noté que pour les tének, n'ayant pas un règlement écrit, le facteur qui guide les actes des personnes et les décisions des autorités indigènes, est la conscience. Même si cela a toujours été le cas, aujourd'hui, cela représente un problème. Les autorités autochtones interviewées ont expliqué que le contact avec l'extérieur de la communauté (qui a augmenté de manière exponentielle dans les dernières années) a changé la mentalité de la population de la communauté. D'un côté, un tel contact a été bénéfique car, grâce à cela, « l'idée des droits des femmes est arrivé à la communauté et a fait modifier beaucoup de pratiques coutumières, notamment l'échange des filles par des boissons alcoolisées » (B. Robles, communication personnelle, 18 janvier 2014, traduction libre). D'un autre côté, le contact a introduit des problèmes que les autorités n'avaient jamais eus avant, tel que la consommation et la vente de drogues chez les jeunes.

Comme indiqué plus haut, les autorités autochtones se basent sur leur conscience afin de délimiter ce qui est bien et ce qui ne l'est pas et pour trouver des solutions aux conflits. Cette subjectivité laisse l'enfant vulnérable. Les autorités nous ont déclarés qu'elles ne sont pas préparées pour protéger la communauté de l'influence externe et des conflits qui en résultent. Elles ont aussi admis qu'elles n'ont aucune connaissance sur l'existence de la loi sur l'administration de justice indigène et communautaire de l'Etat de San Luis Potosí, qui est d'ailleurs le texte juridique que régule et fixe les limites et les compétences du système autochtone de justice. Ces autorités ont également souligné qu'elles auraient besoin d'une orientation car elles ont l'impression de perdre le contrôle de la communauté, raison pour laquelle elles demandent le soutien du système formel afin d'obtenir une formation. Néanmoins, le personnel de la CDI a expliqué que le pouvoir judiciaire se désengage de ses responsabilités face à une telle situation.

Comment peut-on garantir les droits des enfants dans un cadre où le manque de formation rend le système informel faible et dans lequel le système formel ne porte pas l'attention nécessaire ? Ce contexte ouvre des perspectives pour réaliser des travaux de recherche de grande envergure sur le rapport entre les deux systèmes de justice, qui puissent amener, à travers une synergie, à la création des politiques en faveur de la protection des droits de l'enfant.

Références

- Adonon, A. (2008). Le droit étatique mexicain et les populations indigènes : fonction de reconnaissance ou fonction d'intégration. *Droit et cultures*, 56 (2). Récupéré du site de la revue : <http://droitcultures.revues.org/187>
- Alvarado Solís, N. P. (2010). *Sistemas normativos indígenas: Huichol, Cora, Tepehuano y Mexicanero* (vol. 97). Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas.
- Avila, A., Barthas, B. et Cervantes, A. (1995). Los huastecos de San Luis Potosí. Dans *Etnografía Contemporánea de los pueblos Indígenas de México : Región Oriental*. (vol. 3, p. 7-59). Mexico, Mexique : Instituto Nacional Indigenista.
- Bello López, D. (2011). *La costumbre jurídica y las formas de organización comunitaria en la Huasteca Media Veracruzana* (mémoire de maîtrise, Universidad Veracruzana Intercultural, Xalapa, Mexique). Récupéré du site d'Intersaberes de : <http://www.intersaberes.org/wp-content/uploads/2013/02/tesis-maestria-DanielBello.pdf>
- Blais, M. et Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18. Récupéré du site de la revue : <http://revue.recherche-qualitative.qc.ca>
- Bonfil Batalla, G. (1990). *México profundo: una civilización negada* (2^{ème} éd.). Mexico, Mexique : Grijalbo.
- Bourdillon, M. (2009). Enfants et travail : examen des conceptions et débats actuels. Dans *Contre le travail des enfants. Vol. 16 Alternatives sud* (p. 37-69). Paris, France : Syllepse-Cetri. Récupéré du site du Centre tricontinental : <http://www.cetri.be/IMG/pdf/ASud-travaildesenfants-1.pdf>
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) au Mexique. (2008). *El reconocimiento legal y vigencia de los Sistemas Normativos Indígenas en México*. Mexico, Mexique : Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Mexique. Récupéré du site de l'auteur <http://hchr.org.mx/files/doctos/Libros/sistnorm.pdf>
- Bureau international des droits des enfants (IBCR). (2010). *La protection des enfants victimes et témoins d'actes criminels au Québec. Étude sur la mise en œuvre des Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels*. Récupéré du site de l'auteur : http://65.39.174.116/editor/assets/protection%20des%20enfants_int.pdf
- Capano, A. et Ubach, A. (2013). Estilos parentales, Parentalidad Positiva y formación de padres. *Ciencias Psicológicas*, 2(1), 83 -95. Récupéré du site de la bibliothèque Scientific Electronic Library Online (SCIELO), section Ciencias Psicológicas : <http://www.scielo.edu.uy>

- Castro Domingo, P. (1996). El gobierno indígena en Cozoyoapan: un acercamiento político de la estructura de cargos comunitarios. Dans H. Tejera Gaona (dir.), *Antropología política: enfoques contemporáneos* (p. 503-524). Mexico, Mexique : Plaza y Valdes-INAH.
- Chatenoud, M. (n.d.). "L'intérêt supérieur de l'enfant": Article 3 de la Convention relative aux Droits de l'Enfant. Récupéré du site de l'ONG Humanium : <http://www.humanium.org/fr/interet-superieur-de-lenfant/>
- Clarke, R. (2011). Customary Legal Empowerment: Towards a More Critical Approach. Dans *Customary Justice: Perspectives on Legal Empowerment*, (chap. 3, p. 43-66). Rome, Italie : International Development Law Organization. Récupéré du site du Réseau sur les relations et la sécurité internationales de l'Institut fédéral de Technologie de Technologie de Zurich, section *Digital Library - Publications*: <http://www.isn.ethz.ch>
- Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI). (2009). Huastecos de San Luis Potosí – Teenek. Récupéré du site de l'auteur section *Inicio - Monografías - Huastecos de San Luis Potosí - Teenek* : <http://www.cdi.gob.mx>
- Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas. (2008). Indicadores básicos sobre la población indígena de México. Mexico, Mexique : CDI.
- Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit (CLEP) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2008). *Pour une application équitable et universelle de la loi. Vol. I Rapport de la Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit*. New York, NY : Toppan Printing Company America. Récupéré du site de l'auteur : <http://www.undp.org>
- Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. (2005). *Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels*. E/CN.15/2005/L.2/Rev.1. Récupéré du site de l'IBCR : http://www.ibcr.org/editor/assets/thematic_report/2/ecosoc_res_2005-20_fr.pdf
- Concept Mediation. (2012). *Quelle est la différence entre médiation, conciliation et arbitrage ?* Récupéré du site de l'auteur : <http://blog.concept-mediation.fr/2012/05/quelle-est-la-difference-entre.html>
- Conseil des droits de l'homme. (2013). *L'accès à la justice dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones. Etude du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*. A/HRC/EMRIP/2013/2. Récupéré du site du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies : http://www.ohchr.org/Documents/Issues/IPeoples/EMRIP/Session6/A-HRC-EMRIP-2013-2_fr.pdf

Consejo Nacional para la cultura y las artes (CONACULTA). (2010). *Atlas de infraestructura y patrimonio cultural de México*. Mexico, Mexique : Conaculta/Sistema de Información Cultural.

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) de 1989. RS 0.107.

Convention n° 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989. Récupéré du site de l'OIT : <http://www.ilo.int/indigenous/Conventions/no169/lang--fr/index.htm>

Das, C. M. (2011). *Entre les dérives humanitaires et la protection des enfants dans les situations d'urgence. Le cas des 103 enfants de l'Est du Tchad dans l'affaire Arche de Zoé* (mémoire de maîtrise, Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse). Récupéré du site du Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale : <http://explore.rero.ch>

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007. A/RES/61/295

Deslauriers, J.-P. (1991). *Recherche qualitative: guide pratique*. Montréal, Canada : McGraw-Hill. Récupéré du site de la bibliothèque Bookfi : <http://en.bookfi.org/book/2231728>

Dietz, G. (2000). Comunidades indígenas y movimientos étnicos en Mesoamérica : una revisión bibliográfica. *Boletín Americanista*, 50, 15-38. Récupéré du site de Revistes Catalanes amb Accés Obert (RACO) : <http://www.raco.cat>

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). (2007). *Version condensée de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant*. Récupéré du site de l'auteur : http://www.unicef.ch/sites/default/files/attachements/unicef_convention_relative_aux_droits_de_l'enfant_condensee_2007.pdf

Gallardo Arias, P. (2004). *Huastecos de San Luis Potosí. Pueblos indígenas del México contemporáneo*. Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas.

García Lozano, L. F., Abondano Lozano, D. C., Ariza Santamaría, R. (2005). La justicia informal en América Latina : ¿Contribución o discurso para la democracia ? *Via Inveniedi Et Iudicandi Revista Virtual*, 1, 1-15. Récupéré du site de la revue : <http://numanterioresviei.usta.edu.co/articulos/edi1/justiciainformal.pdf>

González de la Fuente, I. (2011). Comunidad, sistema de cargos y proyecto social. Una propuesta analítica de sociedades locales en México. *Revista de Antropología Iberoamericana*, 6(1), 81-107. Récupéré du site du REDALYC : <http://www.redalyc.org/pdf/623/62321332005.pdf>

González Galván, J. A. (1994). El derecho consuetudinario indígena en México. Dans J. E. R. Ordoñez Cifuentes (dir), *Cosmovisión y prácticas jurídicas de los pueblos indios. Cuadernos del Instituto de investigaciones jurídicas*. Vol. 4 *Jornadas Lascasianas* (p. 73-94). Mexico, Mexique : Universidad Nacional Autónoma de México. Récupéré du site de la bibliothèque juridique de

- l'Institut de recherches juridiques de l'Université nationale autonome du Mexique : <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/1/195/10.pdf>
- González Galván, J. A. (1997). *Panorama del Derecho Mexicano. Derecho indígena*. Instituto de Investigaciones Jurídicas. Mexico, Mexique : McGraw-Hill-UNAM. Récupéré du site de la bibliothèque juridique de l'Institut de recherches juridiques de l'Université nationale autonome du Mexique : <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/libro.htm?l=1926>
- Hanson, K. (2012). *Enfant et droits humains*. Sion, Suisse : Institut Universitaire Kurt Bösch.
- Hernández, Z. (2001). Para que al final de este milenio no se diga, aquí había indios... Dans J. E. R. Ordoñez Cifuentes (dir.), *Análisis interdisciplinario de la declaración americana de los derechos de los pueblos indígenas*. Vol. 10 *Jornadas Lascasianas* (p. 149-160). Mexico, Mexique : Universidad Nacional Autónoma de México. Récupéré du site de la bibliothèque juridique de l'Institut de recherches juridiques de l'Université nationale autonome du Mexique : <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/1/1/14.pdf>
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). (2000). *XII Censo General de Población y Vivienda 2000*. Récupéré du site de l'auteur : http://operativos.inegi.org.mx/sistemas/iter/consultar_info.aspx
- Jiménez Ottalengo, R. (2000). *El comunitarismo en los pueblos indígenas de México*. *Arbor*, 165(652), 747-757 DOI : 10.3989/arbor.2000.i652.994
- Kapila, S. et Moher, R. (1995). *Trans-disciplinarité : principes de la recherche interdisciplinaire*. Ottawa, Canada : Centre de recherches pour le développement international. Récupéré du site de la bibliothèque numérique du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) : <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/handle/10625/15460>
- Kellerhals, J., Widmer, E. et Levy, R. (2004). Les styles conjugaux. Dans *Mesure et démesure du couple : cohésion, crises et résilience dans la vie des couples* (p. 55-105). Paris, France : Payot.
- Kraemer Bayer, G. (2006). El derecho indígena y el sistema jurídico dominante. El caso de Oaxaca. Dans D. Cienfuegos Salgado et M. C. Macías Vázquez (dir.), *Estudios en homenaje a Marcia Muñoz de Alba Medrano : Estudios de derecho público y política* (p. 257-277). Mexico, Mexique : Universidad Nacional Autónoma de México.
- Loi du 1^{er} juin 2006 sur l'administration de justice indigène et communautaire de l'Etat de San Luis Potosí (LAJI). Récupéré du site du bureau du Procureur Général de Justice de l'Etat de San Luis Potosí : <http://www.pgjeslp.gob.mx/pdfs/leyes/laji.pdf>
- Lynn, S. et Dow, J. (1990). Introduction: Popular religion in Mexico and Central America. Dans *Class, Politics, and Popular Religion in Mexico and Central America* (p. 1-24). Washington, DC: American Anthropological Association

- Maccoby, E. E. et Martin, J. A. (1983). Socialization in the context of the family : Parent-child interaction. Dans E. M. Hetherington et P.H. Mussen, *Handbook of child psychology. Vol. 4 Socialization, personality and social development* (p. 1-101). New York, NY : Wiley.
- Martucelli, D. et Singly, F. (2009). Vers une sociologie de l'individu. Dans *Les sociologies de l'individu : sociologies contemporaines* (p. 10-33). Paris, France : Armand Colin.
- Morrow, V. (2009). *The Ethics of Social Research with Children and Families in Young Lives: Practical Experiences*, Working Paper 53. Oxford, Royaume-Uni : Young Lives. Récupéré du site de Young Lives, section Publications – Working papers : <http://www.younglives.org.uk>
- Musset M. (2011, novembre). Regards d'aujourd'hui sur l'enfance. *Dossier d'actualité Veille et Analyse*, 68. Récupéré du site de l'Institut français de l'éducation, section Dossier de veille – Détail Dossier de veille de l'IFÉ : <http://ife.ens-lyon.fr>
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). 2008. *Manuel sur les programmes de justice réparatrice*. New York, NY : Nations Unies.
- Orantes García, J. R. (2007). *Derecho Pedrano : estrategias jurídicas en los Altos de Chiapas. Volumen 14 Colección Científica*. Mexico, Mexique : UNAM.
- Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2014). México - Pueblo Teenek: Descripción del pueblo, grupo étnico o de la cultura. Récupéré du site de l'auteur : <http://www.unesco.org.uy/phi/aguaycultura/es/paises/mexico/pueblo-teenek.html>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes). (2012). *Informal justice systems. Charting a course for human rights-based engagement*. Récupéré du site du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), section Research & Publications - Democratic Governance - Access to Justice and Rule of Law : <http://www.undp.org>
- Roussiau, N. et Bonardi, C. (2001). *Les représentations sociales: état des lieux et perspectives*. Vol. 237 *Psychologie et sciences humaines*. Sprimont, Belgique : Mardaga.
- Savoie-Zajc, L. (2000), L'analyse de données qualitatives : pratiques traditionnelle et assistée par le logiciel NUD*IST¹. *Recherches qualitatives*, 21, 99-123. Récupéré du site de la revue : <http://revue.recherche-qualitative.qc.ca>
- Stavenhagen, R. (1990). Derecho consuetudinario en América Latina. Dans R. Stavenhagen et D. Iturralde, *Entre la Ley y la Costumbre: el Derecho Consuetudinario Indígena en América Latina* (p. 27-46). Mexico, Mexique :

- Stoecklin, D. (2012). *Sociologie de l'enfance*. Sion, Suisse : Institut Universitaire Kurt Bösch.
- Thomas, D. R. (2006). A general inductive approach for analysing qualitative evaluation data. *American Journal of Evaluation*, 27(2), 237-246 DOI : 10.1177/1098214005283748
- Trinquier, M.-P. (2011). Représentations de la petite enfance et de son rapport au savoir dans les salles d'asile et en école maternelle. *Penser l'éducation*, 9, 93-111.
- Umprimny Yepes, R. (2001). Jueces de paz y justicia informal: una aproximación conceptual a sus potencialidades y limitaciones. Récupéré du site de la bibliothèque virtuelle Scribd :<http://fr.scribd.com/doc/177173930/juecesPaz>
- Valdivia Dounce, T. (1994). *Costumbre jurídica indígena : (bibliografía comentada)*. Mexico, Mexique : Instituto Nacional Indigenista.
- Wojkowska, E. (2006). *Doing Justice: How informal systems can contribute*. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Centre d'Oslo pour la gouvernance. The Democratic Governance Fellowship Programme. Récupéré du site de l'ONU et l'état de droit : <http://www.unrol.org/doc.aspx?d=2756>
- Zermatten, J. (2012). *Protection et aide à l'enfance*. Sion, Suisse : Institut Universitaire Kurt Bösch.

Annexes

Annexe 1 : Localités avec des habitants parlant des langues autochtones au Mexique



Source : Atlas de infraestructura y patrimonio cultural de México 2010 © Consejo Nacional para la Cultura y las Artes

Annexe 2 : Système de charges à Tamaletom – Organigramme

